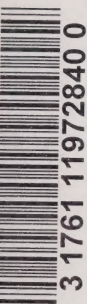


committing and prosecuting diverse wrongs
lates for humbly petitioning to be expressed
the said assumed Power by
to be executed a Commission

CA2PN CR 15

77¢76
FRE



3 1761 11972840 0



Notre Héritage Parlementaire

Government
Publications

Great Seal for erecting a Court taller
of Commissioners for Ecclesiastical
levying money for and to the use of the
revenue of prerogative for other things
manner then the same was granted
liament by raising and keeping a
within this Kingdom in time of
rent consent of Parliament and Qua
diers contrary to Law by raising s
& in the year 1547 the Council to be di

Nouvelle édition revue et corrigée



Ontario

Ministère des
Affaires culturelles
et des Loisirs

Archives
publiques
de l'Ontario

Hon. Robert Welch
Ministre
Robert D. Johnston
Sous-Ministre

K11542 3/77 5M

La présente exposition s'inspire des célébrations organisées en 1965 au Palais de Westminster pour commémorer le septième centenaire du Parlement anglais.

L'Assemblée législative de l'Ontario étant fondée sur le régime parlementaire de Westminster, il apparaissait approprié que la province mette sur pied une exposition permanente pour illustrer l'évolution de notre système actuel de gouvernement.

Cette exposition a été inaugurée en septembre 1967. Ce même mois, il y a 175 ans, le lieutenant-gouverneur John Graves Simcoe inaugurait le premier Parlement provincial du Haut-Canada, qui tint sa première séance à Niagara.

L'exposition retrace l'évolution parallèle de notre constitution et de notre système parlementaire. Elle vise à faire mieux connaître et apprécier aux visiteurs l'un des systèmes de gouvernement les plus admirés et imités au monde.

L'histoire de nos institutions parlementaires étant très riche et la documentation qui s'y rapporte abondante, nous n'avons retenu que les documents les plus importants pour illustrer notre thème.

Le gouvernement adresse sa plus vive reconnaissance au professeur J.M.S. Careless, ancien président du Département d'histoire de l'Université de Toronto, conseiller principal pour la sélection des documents et rédacteur en chef de ce catalogue. Le gouvernement remercie également la section des manuscrits du British Museum, le bureau des archives de la Chambre des lords, les Archives nationales britanniques, le ministère des Travaux publics de Grande-Bretagne, le College of Arms, l'Ontario House, le National Portrait Gallery, le British Information Service, les Archives publiques du Canada et la Bibliothèque municipale de Toronto pour leur précieuse collaboration.

Salle n^o 1

- 5 Les armoiries royales, symbole de la Couronne
- 7 Section I — L'établissement du Parlement
- 16 Section II — L'établissement des institutions parlementaires au Canada
- 23 Section III — La formation des partis politiques

Salle n^o 2

- 32 Section IV — L'établissement du gouvernement responsable
- 39 Les sièges successifs du gouvernement provincial
- 40 Section V — La Confédération canadienne
- 45 Section VI — Le gouvernement parlementaire en Ontario
- 56 Les premiers ministres de l'Ontario

Les armoiries royales, symbole de la Couronne

Si les peuples anciens ont eu recours aux emblèmes totémiques, c'est cependant en Occident qu'a commencé à se répandre l'utilisation des armoiries, et c'est au Moyen-Age que l'art héraldique a pris naissance. La nécessité pour les combattants de se reconnaître entre eux, malgré l'armure qui les recouvrait presque entièrement, favorisa l'extraordinaire floraison des emblèmes héraldiques. Parallèlement, les sceaux, où étaient gravés effigie, armes ou devise, furent de plus en plus utilisés pour authentifier et sceller les documents officiels et juridiques. Ils revêtent donc une grande importance dans l'histoire du droit et du Parlement.

Il semble peu probable qu'avant Richard I^{er}, les rois d'Angleterre aient utilisé des emblèmes héraldiques. Le premier emblème héraldique que nous puissions retracer représente trois lions ou léopards d'or sur champ de gueules (écu rouge).

1. Voici les armoiries adoptées en 1195 par Richard I^{er}. Elles seront utilisées par ses successeurs jusqu'en 1340.

2. En 1340, Edouard III, prétendant à la couronne de France par sa mère, ajoute les fleurs de lis de France en écartelé aux léopards d'Angleterre. À l'origine, les fleurs de lis d'or semées sur champ d'azur, formaient les armes des rois de France, et cet attribut prend en blason le nom "de France ancien". Vers 1348, Edouard III fonde l'Ordre de la Jarretière; depuis lors, les souverains et les membres de l'Ordre pourront inclure dans leurs armoiries une représentation de la jarretière.

3. Au XIV^e siècle, les armes de France se transforment: les fleurs de lis sont réduites à trois, pour symboliser la Sainte Trinité, et le blason "d'azur à trois fleurs de lis d'or" est dit "de France". Cette nouvelle version est adoptée dans les armoiries anglaises vers 1405. Elle sera utilisée par les rois d'Angleterre jusqu'en 1603.

4. Au XIV^e siècle, on voit également apparaître des animaux comme supports de l'écu. L'écu d'Henri VI est soutenu par des antilopes.

5. Les supports choisis par Edouard IV, qui régna de 1461 à 1483, sont deux lions blancs.

6. Edouard V, qui régna pendant trois mois en 1483, adopte comme supports un lion blanc et une biche blanche.

7. Le sanglier blanc est utilisé comme symbole et support par Richard III (1483-1485), tant avant son accession au trône, alors qu'il était duc de Gloucester, qu'après son couronnement.

8. Le dragon rouge est adopté par Henri VII, premier roi de la maison des Tudor, dès son accession au trône; il rappelle ses origines galloises. Il sera également utilisé par son fils Henri VIII. En outre, les deux souverains utilisèrent un lévrier blanc.

9. Henri VIII adopte également comme support le lion britannique. Ce lion, surmonté d'une couronne, constitue le support des armoiries anglaises depuis le règne de sa fille, Élisabeth I^{re}.

10. Peu après son couronnement, Marie I^{re} épouse, en 1554, Philippe d'Espagne (roi d'Espagne en 1556) et leurs armes apparaissent sur le même écu. Les supports sont constitués par l'aigle de Philippe et le lion de Marie.

11. Voici les armes adoptées par Élisabeth I^{re}. Un cimier et un heaume ont été ajoutés, ainsi que la devise "Semper Eadem". Cette devise fut également celle de Marie II et d'Anne.

12. Après l'accession au trône de Jacques I^{er}, premier roi de la maison des Stuart, la licorne, animal royal écossais, fut ajoutée comme support: Jacques I^{er} était en effet également roi d'Écosse. C'est à ce moment que furent ajoutées les armes de l'Irlande, la harpe d'or, autrefois utilisées séparément, ainsi que le lion écossais.

13. Les armes représentées ici sont celles de Guillaume III, de la maison de Nassau, et de Marie II, qui régna avec lui. Les pièces principales sont celles des Stuart, avec superposition au centre de l'écu ancestral de la maison de Nassau.

14. En montant sur le trône, Anne adopte les armoiries des Stuart, tout en gardant la devise d'Élisabeth, "Semper Eadem".

15. En 1707, lors de l'union législative de l'Angleterre et de l'Écosse, Anne adopte les armes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne.

16. En 1714, George, Électeur de Hanovre, monte sur le trône d'Angleterre. Il utilise les anciennes armes et leur ajoute les armes de Hanovre. Ces nouvelles armes seront utilisées jusqu'en 1800.

17. Lors de l'union de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, en 1801, les fleurs de lis de France sont abandonnées. Les nouvelles armoiries anglaises incluent alors les armes d'Angleterre, d'Écosse, d'Irlande et de Hanovre; celles de France sont omises.

18. En 1814, le Congrès de Vienne érige en royaume l'ancien Électorat de Hanovre. Le roi d'Angleterre étant également souverain de Hanovre, les armoiries anglaises sont alors légèrement modifiées et le bonnet électoral qui surmonte les armes de Hanovre est remplacé par une couronne royale.

19. Lorsque Victoria monte sur le trône, elle doit renoncer aux armes de Hanovre en raison des dispositions de la loi salique qui excluait les femmes. Les armes de la maison royale d'Angleterre sont alors modifiées en conséquence. Depuis lors, elles sont restées inchangées jusqu'à nos jours.

Introduction

Cette section est consacrée aux origines et à l'évolution du système parlementaire en Angleterre. La première réunion d'un organe politique vraiment représentatif ne remonte qu'à 1265. Cette année-là, Simon de Montfort convoque non seulement les représentants des chevaliers des divers comtés, mais également ceux des citoyens ou "bourgeois" d'un certain nombre de bourgs, de villes et de ports. Dans cette section, nous évoquons aussi les premiers Conseils royaux de l'époque des Anglo-Saxons et des Normands. Les rois légifèrent alors avec l'assentiment d'une "assemblée des sages", dont ils prennent conseil. En fait, le "Witan" de l'époque saxonne, qui réunit les principaux chefs du royaume, inspira en grande partie le "Commune Concilium" anglo-normand. Ce dernier conseil, qui réunit le roi, ses lords et ses conseillers, sera plus tard connu, à l'époque de Simon de Montfort, sous le nom de "Parliamentum" ou "Parlement". Par la suite, les parlements du roi, les lords et les communes, se réunissent de plus en plus régulièrement et commencent à façonner la physionomie de notre système de représentation actuel.

Pour montrer cette évolution, cette section de l'exposition présente une tranche de l'histoire d'Angleterre qui va de la période anglo-saxonne d'avant 1066 jusqu'au début du XVIII^e siècle, lorsque l'Angleterre et l'Écosse furent réunies pour former le Royaume-Uni de Grande-Bretagne (1707).

Cette section illustre, à l'aide de documents historiques, la naissance en Grande-Bretagne du système de gouvernement représentatif dont nous avons hérité au Canada. Le manque de place ne nous permet malheureusement pas de présenter les copies de tous les principaux documents historiques. Nous avons cependant réussi à rassembler celles des documents que William Pitt, comte de Chatham, qualifia en 1770 de "Bible de la constitution anglaise": la Grande Charte, la Pétition du droit (1628) et la Déclaration des droits (1689).

1. Première mention d'un "Witan", dans le préambule des lois d'Ine

Ine, roi des Saxons de l'Ouest qui habitaient la région d'Angleterre connue sous le nom de Wessex, rédigea pendant la durée de son règne tumultueux (688-726) un Code de lois qui a été préservé jusqu'à nos jours. Dans le préambule

figure l'une des plus anciennes références connues à la tenue d'un "Witan" ou "Witanagemot" (Conseil du roi). Ce Conseil, que l'on ne pouvait certes pas qualifier d'assemblée populaire, était principalement composé des grands pairs et ecclésiastiques du royaume. Il est à l'origine du "Commune Concilium" des Anglo-Normands.

2. Rapport des "Witans" ou Conseils anglo-saxons

Ce rapport est contenu dans l'un des plus anciens manuscrits anglais, "Histoire ecclésiastique de la nation anglaise", écrit en 731 par le prêtre Bède, connu sous le nom de Bède le Vénérable.

3. Édouard le Confesseur et Westminster

Le pieux Édouard, fils d'Éthelred II ("L'Indécis") et d'Emma, fille de Richard, duc de Normandie, gouverna l'Angleterre de 1042 à 1066. Il entreprend la construction de l'abbaye et du palais de Westminster, alors à l'extérieur de Londres. Son beau-frère, Harold, dernier roi saxon, est tué en 1066 pendant la bataille de Hastings que remporte Guillaume de Normandie, prétendant au trône d'Angleterre. Guillaume fait de Westminster le siège du gouvernement. C'est là que se tiendront les futurs parlements, qui donneront naissance, sous le règne normand, à un système de gouvernement mieux organisé.

4. Les plus anciens documents de la Curia Regis

Sous le règne des premiers rois normands, la "Curia Regis" (Cour du roi) se transforme peu à peu en véritable organe administratif dont les membres constituent un conseil consultatif et une cour de justice. Ils sont également envoyés dans les comtés pour percevoir les impôts et rendre la justice. Cet organe administratif est composé de certains pairs du royaume. Lorsqu'il débat les questions financières, il est connu sous le nom de "Scaccarium" ou Échiquier. La fonction de Chancelier de l'Échiquier restera, par la suite, l'une des plus importantes du royaume.

Le document exposé est un procès-verbal des délibérations de la "Curia Regis" sous le règne de Richard I^{er}.

5. Richard I^{er} Coeur de Lion (1157-1199)

L'absence prolongée du roi Richard, qui participe à la troisième Croisade, donne au Conseil une plus grande autonomie pour diriger les affaires du royaume. Il en profite pour mettre au point ses règles de procédure.

La Grande Charte

Ce document, la Grande Charte des libertés anglaises, fut signé par le roi Jean, successeur de Richard Coeur de Lion, en juin 1215. Cette charte lui fut imposée par les puissants barons qui s'étaient révoltés contre lui et l'obligèrent à reconnaître leurs droits. Elle fut renouvelée en octobre 1216 et subit d'importantes modifications en 1217 et en 1225, année de sa forme finale. La charte finale fut approuvée par Edouard I^{er} en 1297 et devint le premier texte constitutionnel de l'Angleterre. Les droits qu'elle énonce ne sont pas strictement réservés aux barons, car elle spécifie clairement que le pouvoir du roi est limité par la loi.

La Grande Charte de 1215 — Section I, n° 5

Les originaux des trois documents exposés se trouvent au British Museum. Ce sont les documents suivants:

(i) *Les Articles des barons de 1215* (Ista sunt capitula quae Barones petunt et dominus Rex concedit — Voici les droits que les barons demandent, et que Sa Majesté le roi leur concède.) La liste des doléances, acceptée par le roi Jean, fut élargie dans la Grande Charte.

(ii) *Copie de la Grande Charte du roi Jean*. C'est l'une des quelques copies existantes de la Grande Charte, que le roi Jean aurait scellée à Runnymede, le 15 juin 1215, en présence de ses barons impatients. La charte ne fut pas promulguée par le Parlement; mais, plus tard, les droits reconnus dans la charte obligeraient le roi à gouverner avec le Parlement dont il devait obtenir l'accord pour lever des impôts.

(iii) *Copie de la nouvelle version de la Grande Charte approuvée par Henri III en 1225*. Après avoir fait l'objet de plusieurs modifications et de diverses approbations, cette version finale de la Grande Charte fut inscrite dans le grand livre des Lois, probablement sous le règne d'Édouard I^{er}. A cette époque, les actes et lois promulgués par le Parlement avaient pris une place importante dans l'administration du royaume.

Sceaux

Les sceaux dont nous exposons les copies appartiennent à:

(i) Robert FitzWalter, Lord de Dunmow, qui fut nommé général de l'armée des barons en lutte contre le roi Jean. Il se vit accorder le titre de "Maréchal de l'armée de Dieu et de la Sainte-Eglise".

(ii) Stephen Langton, à qui le roi Jean refusa d'abord le titre d'archevêque de Canterbury, pour finir par le lui accorder. Il devint chef de la coalition politique qui s'opposa au roi Jean. Langton fut l'un des principaux médiateurs entre le roi et les barons.

(iii) Le roi Jean. De nombreuses légendes, étayées par des illustrations, rapportent que le roi Jean signa la Grande Charte; en réalité, il ne fit

qu'apposer son sceau sur le document en guise d'acceptation. Cette pratique était fort courante, à une époque où seuls quelques clercs savaient écrire.

(iv) Henri III. Henri, successeur du roi Jean, approuva la version finale de la Grande Charte en 1225 et y apposa son sceau.

6. Convocation au Parlement réuni en 1265 par Simon de Montfort

Simon, grand baron, fomenta une autre révolte, cette fois contre Henri III, et convoqua personnellement le Parlement. Cette copie de la convocation fut adressée à l'évêque de Durham, le 14 décembre 1264. Elle contient des listes d'évêques et de grands lords ou magnats, ainsi qu'une note ordonnant aux shérifs de convoquer deux chevaliers par comté. L'inscription finale montre en outre que deux citoyens par bourg avaient également été convoqués à l'assemblée. Ce parlement revêt une importance capitale, car c'est la première fois dans l'histoire d'Angleterre que les "Lords" et les "Communes" se réunirent, créant ainsi un précédent qui allait être à l'origine du système parlementaire britannique actuel.

7. Le plus ancien exemple de lettre de convocation, 1274

Cette lettre, qui illustre remarquablement ce type de document, fut adressée au shérif de Buckinghamshire et de Bedfordshire. Elle convoque les représentants des villes et des bourgs au Parlement de Pâques de 1275. Elle invite également les représentants des marchands à y assister, car ce fut lors de ce Parlement que furent imposés les premiers impôts royaux sur la laine. En effet, le commerce de la laine et ses marchands s'étaient taillé une place trop importante au sein du royaume pour qu'on puisse les ignorer.

8. Édouard I^{er} (1239-1307)

Édouard I^{er}, le plus grand roi de la dynastie des Plantagenêts, monta sur le trône en 1272. Pendant son règne, il convoqua et consulta souvent le Parlement, contribuant ainsi à accélérer son développement et à confirmer ses pouvoirs et son importance dans la vie de la nation.

9. Le plus ancien lieu de réunion des Communes à Westminster, 1343

Cette note se trouve dans les registres de la Chancellerie du Parlement (17 Edward III). L'inauguration eut lieu dans la Chambre peinte du Palais de Westminster. Les Lords se réunirent dans la Chambre blanche le jour suivant. Les Communes siégeaient en alternance dans la Chambre peinte et le chapitre de l'abbaye de Westminster. Les deux chambres du Parlement seraient plus tard appelées "Chambre des lords" et "Chambre des communes".

10. Édouard III (1312-1377)

Édouard III entraîna l'Angleterre dans la longue Guerre de Cent Ans avec la France. Ses besoins constants d'argent pour poursuivre la guerre l'obligèrent à convoquer souvent le Parlement pour obtenir des Communes l'autorisation de lever des fonds et des impôts. Cette dépendance accéléra l'évolution du Parlement qui, fort de sa position, présenta de nombreux "bills" ou projets de loi, qui devenaient, une fois approuvés par le roi, des "lois" ou statuts du Parlement.

11. Première référence au Speaker des Communes dans les registres du Parlement, 1377

La fonction de Speaker des Communes est mentionnée pour la première fois dans les registres de la Chancellerie du Parlement (51 Edward III), où l'on peut lire: "Monsieur Thomas de Hungerford, chevalier qui avoit les paroles pour les communes Dengleterre". Le speaker allait devenir le principal personnage des Communes, chargé de présider les délibérations et d'en rendre compte au roi.

12. Henri VI (1421-1471)

13. Immunité parlementaire: inviolabilité, 1433

Au cours de son évolution, le Parlement acquit peu à peu des droits ou privilèges particuliers qui allaient affermir sa puissance et le protéger même contre la colère du roi. Cette loi (11, Henry VI, c. 11) sanctionna officiellement un privilège réclamé par les membres des Communes pour se protéger lorsqu'ils siégeaient au Parlement.

14. Les Lords et les Communes, 1446

Cette illustration fait partie de la Charte originale accordée au collège Eton, en Angleterre. C'est la plus ancienne illustration connue du Parlement, qui était déjà à cette époque une institution très importante.

15. Henri VIII (1491-1547)

16. Henri VII au Parlement, reproduction d'époque

17. Privilège parlementaire: liberté de parole, 1512 (Affaire Strode)

Cette loi (4 Henry VIII, c.8) stipulait que toute poursuite engagée contre un membre du Parlement pour des paroles prononcées lors d'une séance parlementaire serait nulle et de nul effet. Elle fut adoptée à la suite de l'arrestation par la Stannery Court d'un membre du Parlement, Strode, qui avait proposé certains projets de loi pour réglementer les privilèges des ouvriers des mines d'étain, alors que cette question relevait de la Stannery Court.

18. Premier journal de la Chambre des communes, 1547

19. Élisabeth I^{re} (1533-1603)

20. Élisabeth au Parlement

21. Privilège parlementaire: punition pour outrage au Parlement, 1581 (Affaire Hall)

En 1581, Arthur Hall, représentant de Grantham au Parlement, publia un ouvrage qui critiquait sévèrement l'autorité et le pouvoir de la Chambre. Par décision unanime du Parlement, il fut expulsé, condamné à une amende et emprisonné à la Tour de Londres. Ce châtimeur, qui peut paraître exagéré aujourd'hui, montre bien que l'outrage au Parlement, de même que l'outrage à la Cour, constituait un affront que ne pouvait tolérer cette illustre assemblée.

22. Élections contestées (Affaire Norfolk, 1586)

Les Communes réclamèrent le droit de décider de toute question relative à l'élection de leurs membres. Il semblerait qu'auparavant, cette question était du ressort du roi et de son conseil. En 1586, les Communes s'opposèrent avec succès à la reine Élisabeth au sujet d'une élection contestée dans le comté de Norfolk. Cet acte sans précédent se répéta maintes fois par la suite et finit par être accepté.

23. Jacques I^{er} (1566-1625)**24. Chambre des communes, 1624****25. Jacques I^{er} au Parlement****26. La conspiration des Poudres, 1605: lettre de dénonciation**

Ce complot fut organisé dans le dessein de faire sauter le Parlement. Les conjurés avaient réussi à installer dans les caves du Parlement une grande quantité de barils de poudre, qui devaient exploser le 5 novembre 1605, jour de l'ouverture du Parlement. Une lettre anonyme dévoila le complot et les conjurés, dont Guy Fawkes, furent arrêtés. Les enfants commémorent cet événement tous les 5 novembre en brûlant des effigies de Guy Fawkes et en allumant des feux d'artifice.

27. Illustration décrivant la découverte de la conspiration organisée dans le but de faire exploser le Parlement**28. Protestation de la Chambre des communes, 18 décembre 1621 (original et version imprimée)**

Sous le règne de Jacques I^{er} (1603-1625), les relations entre les Communes et le roi se détériorèrent rapidement. Le roi prétendait que les privilèges parlementaires existaient par son bon vouloir. En réponse, les Communes rédigèrent cette déclaration, dans laquelle elles défendaient le caractère ancien et inaliénable de ces privilèges, auxquels tous les sujets britanniques pouvaient prétendre dès leur naissance. Le roi déchira de ses propres mains la feuille du journal des Communes qui contenait cette déclaration et dissout le Parlement. Le long conflit qui allait opposer la Couronne et le Parlement ne faisait que commencer.

29. Charles I^{er} (1600-1649)**30. Le Parlement en 1641****31. La Pétition du droit, 1628**

Ce document, l'une des pierres angulaires de la constitution britannique, eut pour effet de réduire la prérogative royale, et par là même de limiter les pouvoirs que le roi pouvait exercer sans le consentement du Parlement: le roi ne pouvait plus faire des réquisitions pour cantonner des troupes, décréter l'état de siège en temps de paix, lever des impôts ou faire des arrestations sans le consentement du Parlement. Une fois entérinée par Charles I^{er}, cette pétition devint loi (3 Charles I, c. 11). Par la suite, Charles tenta de gouverner sans convoquer le Parlement, ce qu'il réussit à faire de 1629 à 1640.

32. Charles I^{er} exigeant la mise en accusation de cinq membres du Parlement accusés de haute trahison

Ce tableau bien connu représente Charles I^{er} à la Chambre des communes, le 4 janvier 1642, demandant l'arrestation des cinq membres du Parlement qu'il avait accusés de haute trahison. Cette atteinte à l'immunité parlementaire envenima la série de querelles qui opposaient le roi et le Parlement et rendit presque inévitable la guerre civile entre la faction royaliste et la faction parlementaire.

33. John Pym (1584-1643)

Né dans le Somersetshire, Pym, membre du Parlement, fut l'un des principaux auteurs de la lettre de protestation de 1621 et de la Pétition du droit de 1628. Il s'illustra comme chef incontesté de la faction parlementaire qui s'opposait au roi et fut l'un des cinq membres accusés de haute trahison en 1642. Au début de la Guerre civile, il fut chargé d'organiser les armées du parti parlementaire et conclut une alliance très profitable avec les Écossais, qui défendaient l'Église presbytérienne contre les attaques du roi. Il mourut en décembre 1643 et fut inhumé dans l'abbaye de Westminster.

34. John Hampden (env. 1595-1643)

Né dans le Buckinghamshire, Hampden entra au Parlement en 1621. Fidèle partisan de Sir John Eliot et, plus tard, de John Pym, deux chefs parlementaires qui s'opposèrent aux politiques de Jacques I^{er} et de Charles I^{er}, il fut le principal adversaire du système de taxation sans le

consentement du Parlement. Il fut l'un des cinq membres du Parlement accusés de haute trahison par Charles I^{er} en 1642. Il mourut au champ d'honneur, au début de la Guerre civile.

35. **Olivier Cromwell (1599-1658)**

36. Deuxième Grand Sceau du Commonwealth, 1651. Ces cachets remplacèrent les sceaux royaux traditionnellement utilisés depuis la conquête normande.

37. **Compte rendu du procès de Charles I^{er}**

Lorsque Cromwell, à la tête de "l'armée nouveau modèle" du Parlement, battit les troupes royalistes, Charles I^{er} se rendit aux Écossais en mai 1646. Ces derniers le livrèrent au Parlement anglais en janvier 1647. Il fut enlevé par l'armée peu de temps après. Un tribunal spécial nommé par le Parlement le jugea et le condamna à être décapité comme tyran et ennemi public de son peuple.

38. **Arrêt de mort de Charles I^{er}**

L'exécution de Charles I^{er} eut lieu devant le palais de Whitehall le 30 janvier 1649. Sous le gouvernement du Commonwealth ou République, qui succéda à la royauté, le Parlement se vit peu à peu privé de tous ses pouvoirs par la dictature militaire établie par Cromwell. Le peuple en vint à regretter le système de monarchie constitutionnelle dans lequel, somme toute, le roi et le Parlement gouvernaient en observant la loi. Après la mort de Cromwell, en 1658, les événements précipitèrent la restauration de la royauté et Charles II, fils du roi exécuté, monta sur le trône.

39. **Illustration hollandaise de la décapitation de Charles I^{er}, 1649**

40. **Loi légalisant le Parlement Convention de 1660**

Le Parlement Convention, élu en 1660 sans ordonnance royale, procéda à la restauration de Charles II. Après le retour du roi, il fallait cependant que le nouveau Parlement légalement élu, qui se réunit en 1661, adopte une loi pour valider les lois votées par le Parlement précédent. Le Parlement Convention s'employa à tout mettre en oeuvre pour que le roi et le Parlement gouvernent désormais le pays ensemble. Il n'était plus question de revenir au système monarchique autoritaire du temps de Charles I^{er}.

41. **Charles II (1630-1685)**

42. **Loi de l'Habeas corpus, 1679**

Les principes généraux de la loi sur les arrestations et les détentions arbitraires avaient été établis à l'époque de la restauration, en 1660. Il fallait cependant les compléter et les clarifier. En vertu de la loi de 1679 (31 Car.II, c.2), toute personne arrêtée, à l'exception de celles accusées d'un acte de trahison ou de félonie clairement indiqué dans le mandat d'arrêt, pouvait demander un ordre d'habeas corpus — droit individuel essentiel — pour ne pas être détenu sans être amené devant un tribunal.

43. **Instructions du comte de Shaftesbury à ses partisans, 1681**

Cette époque marque l'apparition des partis politiques au Parlement. Les termes "tories" et "whigs" désignèrent à l'origine les adversaires et les partisans du projet de loi visant à exclure du trône le duc d'York (plus tard, Jacques II), frère de Charles II. En 1681, Shaftesbury, chef des whigs, donna ses instructions à ses partisans, membres de l'assemblée parlementaire d'Oxford, mais ils échouèrent dans leur tentative. Shaftesbury fut plus tard accusé de haute trahison par Charles II, mais un grand jury de Londres rejeta l'accusation. Les partis politiques continuèrent à se développer.

44. **Loi de la tolérance, 1688**

Ce n'est qu'en 1677 qu'une loi du Parlement interdit de brûler les hérétiques. Immédiatement après la révolution de 1688, qui déposa Jacques II, d'autres lois (1 Wm. and Mary, c18) adoucissent les peines prévues contre les protestants exclus de l'Église d'Angleterre.

45. Déclaration des droits, 1688-1689

Cette déclaration, fruit de la révolution de 1688 contre le pouvoir arbitraire de Jacques II, constitue l'un des textes les plus importants de l'histoire constitutionnelle de l'Angleterre. La copie exposée est une reproduction du document élaboré par les deux chambres du Parlement et modifié par la Chambre des lords. Ce document affirme les libertés et droits fondamentaux des sujets britanniques, notamment "la liberté de parole et des débats ou délibérations du Parlement". Elle se termine en proclamant Guillaume d'Orange et la princesse Marie roi et reine d'Angleterre.

46. Le Bill des droits, 1689

Le célèbre Bill des droits est fondé sur la Déclaration des droits, à laquelle s'ajoutent divers articles, notamment deux clauses importantes: confirmation de la succession royale aux protestants et interdiction à la Couronne de dispenser de l'obéissance aux lois du pays. Depuis lors, la suprématie du Parlement sur la Couronne est rigoureusement établie, la succession royale réglementée, et la supériorité des lois du Parlement sur le roi confirmée.

47. Guillaume III (1650-1702)**48. Marie II (1662-1694)****49. Couronnement de Guillaume et de Marie****50. Bill des milices écossaises, 1707**

Il est généralement admis aujourd'hui qu'une fois adopté par les deux Chambres du Parlement, un projet de loi reçoit automatiquement la sanction royale. Ce projet de loi sur les milices écossaises est important, car c'est le dernier auquel fut opposé le veto royal. Cela se passait en 1707, sous le règne d'Anne. Par la suite, le veto royal tomba en désuétude. C'est aussi en 1707 que fut adopté l'Acte d'Union, par lequel l'Angleterre et l'Écosse, toutes deux régies par la Couronne d'Angleterre depuis 1603, furent alors réunies en un seul Parlement et formèrent le Royaume-Uni de Grande-Bretagne.

51. Anne (1664-1714)

L'établissement des institutions parlementaires au Canada

C'est vers le milieu du XVIII^e siècle que commencent à se développer, dans les colonies britanniques d'Amérique du Nord qui formeront plus tard le Canada, les éléments essentiels du système parlementaire britannique. C'est ainsi qu'on retrouvera, dans chaque colonie, un gouverneur, lieutenant-gouverneur ou gouverneur général, qui représente la Couronne. Viendra ensuite le Conseil exécutif, qui seconde et conseille le gouverneur; ce conseil, dont les membres sont nommés, s'apparente au cabinet des ministres britanniques. Certaines colonies auront parfois un conseil législatif distinct, également nommé, que l'on pourrait comparer à la Chambre des lords; enfin, digne rejeton de la glorieuse et puissante Chambre des communes britanniques, l'Assemblée législative, composée de représentants élus par le peuple.

Cet organe représentatif, qui est au coeur du parlementarisme britannique, deviendra l'élément fondamental des institutions britanniques au Canada. Sans doute, des assemblées électives semblables existent déjà dans les colonies britanniques de la Nouvelle-Angleterre qui proclameront leur indépendance en 1783. Mais l'instauration de la représentation parlementaire au nord des États-Unis apparaît tout aussi importante pour le gouvernement représentatif des colonies "canadiennes" du Nord. Ainsi, l'évolution du Canada et de la république américaine pourra emprunter des voies différentes, mais le développement de leurs institutions démocratiques s'appuiera sur les principes fondamentaux du parlementarisme britannique.

Au début, il est vrai, l'Assemblée élue de la Législation coloniale a des pouvoirs plutôt limités. Elle participe à l'étude et à l'adoption des lois et des impôts, mais le gouverneur et son conseil peuvent rejeter les projets de loi présentés par l'Assemblée, et les recettes fiscales échappent souvent à son contrôle. Pourtant, comme elle peut revendiquer — ce qu'elle fera d'ailleurs — les droits acquis par les Communes de Londres, au cours de leur longue lutte pour le pouvoir parlementaire, l'Assemblée coloniale peut espérer conquérir l'autorité absolue sur les lois et les impôts. Elle y parviendra, après une longue lutte pour exploiter à fond les caractéristiques du système parlementaire britannique plutôt que pour adopter le modèle constitutionnel républicain de ses voisins du Sud.

Les efforts en ce sens s'échelonnent de 1750 à 1850. Mais au cours de la première partie de cette période, bien des événements transforment les provinces où se développeront plus tard les institutions parlementaires canadiennes. Pendant que la France et la Grande-Bretagne se disputent toujours la possession de l'Amérique du Nord, la Nouvelle-Écosse, aux mains des Britanniques depuis 1713, se voit octroyer la première Assemblée provinciale en 1758. Lorsque les vastes territoires français le long du Saint-Laurent, qui s'enfoncent profondément à l'intérieur des terres, tombent aux mains des Britanniques, on ne prévoit pas d'Assemblée pour la nouvelle province britannique de Québec, érigée en 1763; cependant, des Assemblées seront par la suite établies dans les provinces de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick. En 1791, lors de la division de la province de Québec en deux territoires, le Haut-Canada et le Bas-Canada, un système de représentation est prévu pour chacune des deux nouvelles provinces. Dans les années qui suivent, le Haut-Canada établira ses institutions et ses caractéristiques fondamentales. Cette époque de colonisation rapide, marquée par la guerre de 1812 avec les États-Unis, contribua à déterminer la physionomie du Haut-Canada.

Il est indéniable que vers les années 1820, les éléments essentiels du système parlementaire sont bien en place dans la région est de l'Amérique du Nord britannique; quant aux colonies de l'Ouest, elles viennent à peine de naître. Après l'obtention du système de représentation, on assistera, au cours des décennies suivantes, au développement d'une certaine forme d'autonomie, notamment dans le Haut-Canada, ancêtre de l'Ontario.

1. Lettre de l'honorable Charles Lawrence, gouverneur de la Nouvelle-Écosse, 26 décembre 1758, décrivant la séance de la première Assemblée législative au Canada

Cette lettre de l'honorable Charles Lawrence, gouverneur de la Nouvelle-Écosse, adressée aux lords du Commerce et des Colonies, à Londres, relate la première séance de la nouvelle Législature de la colonie tenue le 2 octobre 1758. C'est la première fois que siège une Législature élue dans les colonies de l'Amérique du Nord britannique qui forment aujourd'hui le Canada.

a) Carte de l'Amérique du Nord dessinée par Rocque, imprimée en 1761

2. a) Le Traité de Paris (1763), cédant le Canada à la Grande-Bretagne

Le Traité de Paris, signé le 10 février 1763, met fin à la Guerre de Sept Ans, lutte ultime entre la France et la Grande-Bretagne pour la possession de l'Amérique du Nord. Par ce traité, le Canada français "et toutes ses dépendances" sont cédés à la Grande-Bretagne.

b) Proclamation du Traité de Paris

Ce traité, proclamé le 7 octobre 1763, établit les limites de la nouvelle province de Québec, érigée à même l'ancien territoire français, et lui promet un gouvernement représentatif et "les lois de l'Angleterre".

3. L'Acte de Québec, 1774

L'Acte de Québec, adopté par le Parlement britannique en 1774, porte sur le gouvernement de cette province, qui comprend alors une grande partie de l'Ontario actuelle. Cette loi prévoit notamment l'administration de la province par un gouverneur et un Conseil, l'adoption du droit pénal anglais et le maintien des lois civiles françaises. Les droits du système seigneurial sont garantis et ceux de l'Église catholique romaine reconnus. Une disposition importante: L'Acte de Québec ne prévoit pas d'Assemblée législative.

4. Le Traité de Versailles (1783), mettant fin à la Révolution américaine

Ce traité, signé le 3 septembre 1783, met fin à la guerre de l'Indépendance américaine et reconnaît comme "États libres, souverains et indépendants"

les treize anciennes colonies américaines qui se sont révoltées contre la Grande-Bretagne. Il prévoit l'établissement des Loyalistes, défenseurs de la Couronne, dans les autres territoires britanniques, y compris au Canada. Quelque 10 000 Loyalistes s'installeront dans l'actuelle Ontario.

5. Pétition de Sir John Johnson demandant l'établissement des lois et de la tenure britannique au Québec, 11 avril 1785

Sir John Johnson, Loyaliste réputé et l'un des chefs de la communauté britannique au Québec, adresse une pétition au roi au nom des colons loyalistes, soulignant qu'ils ne peuvent s'adapter aux lois civiles françaises en vigueur dans cette province. Il suggère la création d'un nouveau district qui comprendrait les établissements loyalistes et dans lequel les lois et tenure anglaises seraient établies.

6. L'Acte constitutionnel, 1791

L'Acte constitutionnel de 1791 établit la base de gouvernement des deux nouvelles provinces auxquelles le Québec donne naissance: à l'est le Bas-Canada, à prédominance francophone; à l'ouest, le Haut-Canada, anglophone. Un Parlement, avec Chambre haute (Conseil législatif) et Chambre basse (Assemblée législative), est établi dans chaque province. Dans le Haut-Canada, la Chambre haute comprend au moins sept membres, nommés par le lieutenant-gouverneur; la Chambre basse compte au moins seize membres élus. Son président est nommé par le lieutenant-gouverneur. (Le nombre des membres sera modifié plus tard.) Le lieutenant-gouverneur jouit de vastes pouvoirs discrétionnaires, notamment celui de convoquer, proroger et dissoudre la Législature et d'opposer son veto aux lois adoptées par les deux Chambres. Un Conseil exécutif est également prévu, qui ne sera cependant qu'un simple organe consultatif au service du gouverneur, son mandat n'ayant pas été défini par l'Acte constitutionnel.

Une autre disposition importante de la loi de 1791 porte sur les terres du Haut-Canada, qui doivent être concédées en franc-alleu, selon l'ancien système de tenure anglais. En outre, la loi réserve des terres pour le soutien "du clergé protestant" — l'Église établie d'Angleterre —, de qui relèveront ainsi les "terres du clergé".

de l'Assemblée

Acte constitutionnel de 1791
 Section II
 Article 10

Whereas an act was passed in the fourteenth year of the reign of His present Majesty intituled "an act for making more effectual provision for the government of the province of Quebec in North America" And whereas the said act is in many respects inapplicable to the present condition and circumstances of the said province And whereas it is expedient and necessary that further provision should now be made for the good government and prosperity thereof, *1791* it therefore please your most excellent Majesty that it may be enacted And be it enacted by the King's most excellent Majesty by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal and Commons in this present Parliament assembled and by the authority of the same That so much of the said act as in any manner relates to the appointment of a Council for the affairs of the said Province of Quebec or to the power given by the said act to the said Council or to the major part of them to make ordinances for the peace, welfare and good government of

7. Arrêté en conseil divisant l'ancienne province de Québec en Haut-Canada et Bas-Canada

L'Acte constitutionnel se bornait à énoncer l'intention de la Grande-Bretagne de diviser l'ancienne province de Québec en deux régions: le Haut-Canada et le Bas-Canada. Cette division devient réalité par l'adoption d'un arrêté en conseil, le 21 août 1791. C'est donc à cette date que remonte la province du Haut-Canada.

a) Proclamation émise en 1792 divisant l'Ancienne province de Québec en Haut-Canada et Bas-Canada

8. Le lieutenant-gouverneur John Graves Simcoe (1752-1806)

a) Nomination de Simcoe au poste de lieutenant-gouverneur

Le 12 septembre 1791, John Graves Simcoe, officier de l'armée britannique qui a servi longtemps au cours de la Révolution américaine et membre émérite du Parlement britannique, est nommé lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. Il jette les bases du développement futur de la nouvelle province et établit la capitale à York (Toronto), en 1793. À son départ, en 1796, il laissera un héritage d'institutions britanniques bien assises au Haut-Canada.

9. Proclamation divisant le Haut-Canada en comtés, publiée en anglais et en français

Cette proclamation, émise par le lieutenant-gouverneur Simcoe le 16 juillet 1792, divise le Haut-Canada en dix-neuf comtés et prévoit le nombre de représentants de chaque comté à l'Assemblée législative.

10. Discours d'inauguration du Parlement par Simcoe, 1792

Après la proclamation divisant le Haut-Canada en circonscriptions électorales et prévoyant le nombre de représentants parlementaires de chacune, des élections sont tenues et les élus invités à se réunir à Niagara. L'inauguration du premier Parlement provincial du Haut-Canada a lieu à Niagara (rebaptisée Newark) le 17 septembre 1792. Le lieutenant-gouverneur John Graves Simcoe prononce le discours inaugural reproduit ici.

11. Lois adoptées par la première Législature du Haut-Canada

a) Établissement de la loi civile, 1792

b) Jugement par jury, 1792

c) Loi sur l'esclavage, 1793

Parmi les premières lois adoptées, mentionnons celles relatives à l'établissement de la loi civile anglaise et du jugement par jury. D'autres mesures nécessaires au bon fonctionnement du gouvernement sont aussi adoptées.

Une loi importante, votée au cours de la deuxième session, concerne l'esclavage. Simcoe entend éliminer cette pratique infâme. Le texte final de la loi n'en prévoit que l'abolition progressive mais interdit toute nouvelle importation d'esclaves et affranchit, dès l'âge de 25 ans, les esclaves nés dans la province.

12. Affichage électoral, 1800

Ce document constitue l'un des plus anciens exemples d'affichage électoral dans la province du Haut-Canada.

13. Loi sur l'école publique, 1807

La Loi sur l'école publique, adoptée en 1807, marque une date historique dans l'histoire de l'éducation au Haut-Canada. Elle reconnaît en effet le principe de l'octroi de fonds publics aux institutions d'enseignement. Elle établit huit écoles primaires, une pour chaque district existant — les districts sont alors l'unité administrative locale, les comtés n'étant que de simples divisions électorales — et fixe le salaire des maîtres d'école.

a) Loi sur les écoles publiques, 1816

La loi de 1807 est élargie considérablement par la loi de 1816, qui prévoit l'octroi de fonds publics pour le niveau primaire.

T O T H E
FREE, AND INDEPENDANT
E L E C T O R S
O F T H E
COUNTY of ESSEX.

GENTLEMEN,

In offering myself as a Candidate for your Suffrages at the approaching General Election, I am actuated by motives remote from the pursuits of Ambition, or schemes of self Interest ---- Many of you are dear to me as fellow-sufferers in the common cause of Loyalty during the American War.

SHOULD your choice fall upon me, permit me to observe, that the tenor of my Life authorises me in saying, that I will avoid, upon my own account, acting in any-wise unworthily in Parliament; and that I will, upon yours, exert myself to discharge zealously therein the Duties of your Representative.

I have the honor to be,

With the sincerest regard and attachment,

GENTLEMEN,

Your most obedient Servant,

14. Adresse de l'Assemblée du Haut-Canada concernant les questions financières, 1806

Le contrôle des finances provinciales devient rapidement une source de friction entre le Conseil législatif et l'Assemblée, cette dernière s'opposant vivement à ce que les recettes fiscales soient utilisées sans son consentement. Dans cette adresse, présentée au cours de la session de 1806, l'Assemblée déclare que le "privilège fondamental le plus sacré des Communes" est foulé aux pieds. Ce problème épineux, qui sera aplani à l'époque, opposera souvent par la suite le gouvernement et les représentants de l'Assemblée.

a) Vote de l'Assemblée législative sur les questions financières, 1816

C'est en 1816 que, pour la première fois, l'Assemblée vote sur une question financière, soit la liste civile.

15. Premier journal d'opposition: "The Upper Canada Guardian or Freeman's Journal", Niagara, 1807

Dès les tout débuts, les journaux jouent un rôle important dans la province. Mais ce n'est qu'en 1807 que naîtra un véritable journal d'opposition, "The Upper Canada Guardian or Freeman's Journal", publié à Niagara, propriété de Joseph Willcocks, membre de l'Assemblée législative. Critique virulent de l'opposition, Willcocks passera plus tard du côté des Américains, durant la guerre de 1812, au cours de laquelle il sera tué.

16. Le major général Sir Isaac Brock (1769-1812)

17. Articles de la capitulation de Détroit, 1812

En juin 1812, les États-Unis déclarent la guerre à la Grande-Bretagne. Le Haut-Canada a la bonne fortune d'avoir, à la tête de ses troupes, un commandant énergique et plein de ressources, le major général Isaac Brock. En juillet, les Américains franchissent la rivière Détroit et s'emparent de Sandwich. Brock fonce vers l'Ouest à leur rencontre, mais comme ils se sont déjà retirés à Détroit, il décide de les rejoindre. Le 15 août, il obtient la capitulation de cet important poste américain, événement qui ranime le courage dans le Haut-Canada.

18. Journal de Playter. Récit d'un témoin de la destruction de l'édifice du Parlement provincial, 1813.

Après la mort de Brock, au cours de la bataille de Queenston Heights, les forces canadiennes et britanniques essuient de pénibles revers. En avril 1813, les Américains débarquent en force près de York, siège du gouvernement, prennent possession du fort et occupent la ville. Ils se retirent après avoir brûlé des maisons et incendié l'édifice du Parlement. John Playter, l'un des premiers habitants de York, relate ce dernier événement dans son journal.

19. Loi sur la saisie des biens des déserteurs, 1814

Au cours de la guerre de 1812, certains sympathisants à la cause américaine, trop nombreux au gré des autorités, collaborent avec l'ennemi. Afin de contrer ce mouvement, l'Assemblée adopte, en mars 1814, des mesures sévères contre les traîtres et les déserteurs: la loi sur la saisie des terres des personnes qui s'installent aux États-Unis sans l'autorisation du gouvernement.

20. Copie de la résolution de l'Assemblée sur la loi martiale, 19 février 1814

Le 19 février 1814, l'Assemblée adopte une résolution dénonçant la loi martiale, récemment proclamée par le général de Rottenburg, administrateur du Haut-Canada, comme "arbitraire et inconstitutionnelle, contraire et nuisible aux lois établies du pays". Ce document illustre la méfiance que l'Assemblée continue d'entretenir envers le pouvoir militaire, tout en appuyant par ailleurs la poursuite de la guerre.

21. Robert Gourlay (1778-1863)**a) Page titre du livre de Gourlay critiquant l'administration provinciale****b) Extrait du livre de Gourlay**

Robert Gourlay, Écossais intraitable, émigre au Haut-Canada en 1817. Ardent partisan de la libéralisation des politiques britanniques d'immigration, il publie en 1822 son "Statistical Account of Upper Canada", pour convaincre les Britanniques des avantages d'émigrer au Canada. Cet écrit lui attire les foudres des autorités provinciales en raison de ses critiques véhémentes sur l'incompétence gouvernementale et le pouvoir excessif des autorités. Traduit en justice à Niagara, en vertu de la loi sur la sédition de 1804, il est banni de la province, ce qui ne fera qu'intensifier le mouvement en faveur de la réforme.

La formation des partis politiques

L'un des éléments principaux du régime parlementaire moderne — indispensable, selon certains, à son fonctionnement — est le système des partis politiques. En se faisant l'interprète des besoins et des intérêts du public et en regroupant des personnes autour d'un même programme, les partis assurent une certaine continuité politique et peuvent prendre la relève du gouvernement. Ils font le lien entre le peuple et la législature, entre la législature et l'administration. On peut évidemment formuler bien des critiques à leur endroit. Mais il est indéniable que les partis politiques, qui ont vu le jour au Parlement britannique, y ont joué un rôle essentiel en permettant à la Chambre des communes d'exercer un certain contrôle sur le gouvernement. Les partis politiques se sont développés de façon analogue au Canada, en vue d'exprimer des points de vue politiques différents, et ont joué un rôle important dans le développement d'un gouvernement autonome.

Dans le Haut-Canada, les divergences entre le parti tory et le parti réformiste se cristalliseront au cours d'une longue lutte entre les intérêts établis du gouvernement et les revendications de l'Assemblée représentative. Cette lutte, amorcée vers les années 1820, loin de se résorber, conduira à la Rébellion de 1837. Cette révolte, qui demeure le fait d'une infime minorité, n'en est pas moins symptomatique de la gravité des problèmes. Elle se terminera par une importante enquête royale menée par Lord Durham qui recommandera d'accorder des pouvoirs accrus au gouvernement, responsable devant le peuple, et de réunifier le Haut-Canada et le Bas-Canada en une seule province.

Ces deux mesures — gouvernement responsable et Union — seront appliquées au cours des années 1840, et les partis politiques joueront ici un rôle important. Soulignons que tout au long de l'organisation des partis, réformistes et tories jouissent de solides assises populaires et se retrouvent tous deux à l'Assemblée représentative. Les tories, généralement favorables au gouvernement et au gouverneur, peuvent également se montrer critiques à leur endroit et faire élire une majorité de députés à l'Assemblée.

Les réformistes, surtout ceux de la trempe de Robert Baldwin, loin de chercher à renverser le gouvernement, mettent tout en oeuvre pour obtenir qu'il réponde de son administration devant l'Assemblée, quel que soit le parti majoritaire à la Chambre.

1. Le "Family Compact" (Pacte de famille) et le gouvernement

Le "Pacte de famille," nom donné par ses adversaires à une minorité influente, était fortement opposé à un gouvernement tenant son autorité du peuple, qualifiant ce principe de "voyoucratie"; il craignait aussi le républicanisme américain et la trahison envers les institutions britanniques. Cette minorité influente, reconnue pour ses idées économiques progressives, jouissait d'un appui considérable auprès de ceux qu'on allait appeler les tories. Ces derniers redoutaient également l'influence américaine et défendaient le maintien des liens avec la Grande-Bretagne, l'Église établie, et le principe d'une autorité qui réside dans la Couronne et non dans l'Assemblée. Cet article, publié dans un quotidien tory pro-gouvernemental, montre que le "Pacte de famille" ne pouvait que rejeter les modifications proposées en vue d'instaurer un gouvernement responsable.

2. Une riposte au "Pacte de famille"

Le "Colonial Advocate", qui paraît pour la première fois le 18 mai 1824, est publié par William Lyon Mackenzie, émigrant écossais qui deviendra l'un des critiques les plus virulents du gouvernement. Professant des idées souvent diamétralement opposées à celles du "Pacte de famille," il préconise toutefois le maintien de liens avec la Grande-Bretagne et l'instauration progressive d'une monarchie constitutionnelle limitée. Il deviendra un porte-parole respecté de l'élément réformiste qui n'allait pas tarder à surgir.

3. Le Révérend John Strachan (1778-1867)

COLONIAL ADVOCATE,

AND

**JOURNAL OF AGRICULTURE, MAN-
UFACTURES & COMMERCE ;****N^o 1.****Tuesday, May 18, 1824.**

THIS work will be presented and forwarded regularly to the following individuals, free of any expense whatever ; and we shall continue to add to this list such names of public characters as, from their situations or talents, in Britain or the United States, may be supposed to exercise an influence over public opinion in these countries, as well as in the Colonies.

IN GREAT BRITAIN.

Earl Bathurst.	Sir James Macintosh, M. P.
Viscount Chateaubriand, <i>London</i>	Joseph Hume, Esq. M. P.
Lord Holland.	John Gladstone, Esq. M. P.
Rt. Hon. George Canning.	Rev. Dr. Chalmers, <i>St. Andrews</i> .
Rt. Hon. F. J. Robinson, M. P.	Rev. Andrew Thomson, <i>Edinb.</i>
Henry Brougham, Esq. M. P.	Professor Leslie, <i>Edinburgh</i>
Alexander Baring, Esq. M. P.	Francis Jeffrey, Esq. <i>Edinburgh</i> .

IN FRANCE.

Marquis La Fayette.	Duke de Rochefoucault Liancourt.
Sir Charles Stewart, <i>Paris</i> .	

IN THE BRITISH COLONIES.

The Earl of Dalhousie. Nor can we deny ourselves the
 Sir Peregrine Maitland, K. C. B. pleasure of inserting in this list
 Sir James Kempt, G. C. B. of free papers the name of our
 Sir Thos. Brisbane, *N. S. Wales*. Statistical writer and exiled pat-
 Jas. Stuart, Esq. of L. C. now in riot, Robert Gourlay, *London*.
London.

IN THE UNITED STATES.

The President.	Wm. H. Crawford, Esq.
Hon. De Witt Clinton.	Daniel Webster, Esq.
The Vice President.	John Randolph, Esq.
John Quincy Adams, Esq.	Morris Birkbeck, Esq. <i>Illinois</i> .
Henry Clay, Esq.	

QUEENSTON, UPPER CANADA :**PUBLISHED BY W. L. MACKENZIE, BOOKSELLER.**

4. William Lyon Mackenzie (1795-1861)

Le Révérend John Strachan et William Lyon Mackenzie sont les deux hommes qui incarnent le mieux les deux extrêmes politiques du Haut-Canada — tories et réformistes. Hommes de décision, radicaux chacun à sa façon et diamétralement opposés dans leurs vues politiques, ils exerceront tous deux une grande influence dans leur sphère d'activité respective.

5. Établissement de la Banque du Haut-Canada, 1819

La première banque à charte, inaugurée à York (rebaptisée Toronto en 1834), reçoit un vigoureux appui financier de la part du gouvernement. Son conseil d'administration se compose principalement de membres du Conseil exécutif ou du Conseil législatif et de partisans du gouvernement. L'établissement de cette banque suscite une grande controverse, la banque étant pratiquement assurée d'un monopole pendant quelque dix ans.

6. Attaque de Mackenzie contre la Banque du Haut-Canada

La Banque du Haut-Canada deviendra l'une des cibles favorites de William Lyon Mackenzie, qui y voit l'incarnation de l'influence et des privilèges du "Pacte de famille". Les réformistes se rangent à ses côtés dans cette lutte, et s'opposent en particulier au principe de la responsabilité limitée de la nouvelle banque.

Première parution du Colonial Advocate, 1824 — Voir Section 3, n° 2

7. Première charte universitaire octroyée au King's College, 15 mai 1827

En 1827, à la demande de l'archidiacre de York, John Strachan, l'Angleterre octroie une charte autorisant l'établissement de la première université du Haut-Canada. Cette charte fera l'objet d'une vive controverse, les gens éclairés craignant que la nouvelle université ne devienne sectaire.

Malgré la nomination d'un College Council, ce n'est qu'en 1842 que la construction du King's College est autorisée. Le collège, sécularisé par la suite, deviendra l'Université de Toronto, en vertu de la loi Baldwin de 1849.

8. Développement du parti des réformistes. Lettre de M.S. Bidwell à W.W. Baldwin

a) William Warren Baldwin (1775-1844)

b) Marshall Spring Bidwell (1779-1872)

c) John Rolph (1793-1870)

Au cours des premières années, le gouvernement du Haut-Canada n'échappe pas aux critiques, parfois violentes, concernant certaines de ses politiques. Ces attaques augmentent considérablement au cours des années 1820. Favoritisme, contrôle des revenus, privilèges accordés à la Banque, politique de naturalisation, terres du clergé (1/7 des terres publiques sont réservées au soutien de l'Église anglicane): autant de cibles pour les forces croissantes de l'Opposition, qui exigent une réforme et mettent tout en oeuvre en ce sens. Ses principaux chefs sont John Rolph, Marshall Spring Bidwell et le docteur W.W. Baldwin, qui fondent en 1828 une association politique consacrée à la cause de la réforme.

9. Proposition de W.W. Baldwin pour une réforme du gouvernement, adressée au premier ministre britannique, le duc de Wellington

En 1828, les réformistes du Haut-Canada envoient une longue pétition au gouvernement britannique, dans laquelle ils critiquent les méthodes administratives locales et font part de leurs nombreuses doléances. Cette pétition est suivie d'une lettre du docteur W.W. Baldwin au premier ministre tory, le duc de Wellington, dans laquelle il souligne qu'il faut "que le cabinet soit responsable devant le Parlement provincial" et qu'il ne puisse demeurer en fonction que dans la mesure où il a la confiance de l'Assemblée.

10. **Projet de loi (britannique) sur la réforme parlementaire, 1832**

L'adoption par le Parlement britannique du projet de loi sur la réforme de 1832, qui abolit les sièges non représentatifs appelés "bourgs pourris" et admet la possibilité d'amender la constitution parlementaire traditionnelle, est acclamée comme une victoire importante par les réformistes du Haut-Canada. Ces derniers, confiants qu'une innovation de cette envergure dans le système britannique aura des répercussions heureuses dans le Haut-Canada, estiment que le gouvernement britannique whig-libéral, responsable de l'adoption de la loi en Grande-Bretagne, ne peut qu'accueillir favorablement les suggestions de réformes gouvernementales dans la province.

a) **Sanction royale du projet de loi sur la réforme de 1832**

11. **Projet des réformistes concernant la formation de sociétés politiques**

En 1832, les réformistes appuient vigoureusement la formation de sociétés politiques "pour la préservation des libertés civiles et religieuses". Ce faisant, ils estiment poursuivre la pratique britannique utilisée lors de l'agitation à laquelle avait donné lieu le projet de loi sur la réforme.

12. **Critique des lieutenants-gouverneurs par les réformistes**

L'une des principales doléances des réformistes concernait les gouverneurs. Sans aller jusqu'à mettre en cause la fonction du représentant de la Couronne, ils soutenaient que son autorité s'érodait de plus en plus au profit de la clique locale toute-puissante dans la province, le "Pacte de famille".

13. **Critique des lieutenants-gouverneurs par les tories**

Strachan, figure dominante du "Pacte de famille", avait également à se plaindre des lieutenants-gouverneurs. Il soutenait que les titulaires successifs avaient pris trop de décisions affectant le bien-être de la province sans consulter suffisamment leur Conseil exécutif. Les points de vue réformiste et tory différaient surtout sur le principe de la responsabilité du gouvernement. Alors que la majorité des réformistes voulaient que le Conseil soit responsable devant l'Assemblée, les tories refusaient le principe même du

gouvernement responsable. Les deux partis revendiquaient cependant un plus grand contrôle de l'administration provinciale sur ses propres affaires.

14. **Projet de loi sur le vote par scrutin secret, 1835**

En 1835, un projet de loi sur le vote par scrutin secret est adopté par l'Assemblée, composée en majorité de réformistes. Jusqu'alors, les membres de l'Assemblée étaient élus par scrutin public, ce qui donnait souvent lieu à des émeutes ou à des batailles rangées entre les différents candidats et leurs partisans. Le projet de loi devait cependant être rejeté par le Conseil législatif. Ce n'est qu'en 1872 que le vote par scrutin secret deviendra réalité.

15. **Philosophie politique de Mackenzie**

William Lyon Mackenzie, dont l'influence comme journaliste d'opposition ne cessait de croître, épousait les points de vue les plus radicaux du parti réformiste. Sans aller jusqu'à prôner l'union du Canada avec les États-Unis, il ne cachait pas son admiration pour le système politique américain. Il préconisait de nombreux changements au système britannique en vigueur dans le Haut-Canada, notamment l'élaboration d'une constitution écrite à laquelle toutes les mesures adoptées par la Législature devraient se conformer.

16. **Lettre de Lord Goderich à Sir John Colborne, le 2 avril 1832, sur l'expulsion de Mackenzie de l'Assemblée**

En raison de ses attaques directes et implacables contre l'administration provinciale, Mackenzie est considéré comme un dangereux démagogue par les amis du "Pacte de famille" qui prennent des mesures pour le faire expulser de l'Assemblée. Après quelques tentatives infructueuses, les leaders tories réussissent, le 13 décembre 1831, à faire adopter par la Chambre une motion accusant Mackenzie de diffamation contre cette institution et réclament son expulsion. Les collègues réformistes de Mackenzie le soutiennent. Au cours d'une élection partielle, en janvier 1832, Mackenzie est réélu. Expulsé à nouveau, il est déclaré indigne de siéger à la Chambre.

Désolé du cours des événements, Lord Goderich, secrétaire au "Colonial Office", avise le lieutenant-gouverneur, Sir John Colborne, que l'Assemblée a outrepassé son autorité en empêchant Mackenzie de siéger.

17. Réaction des réformistes devant les critiques toriques du "Colonial Office"

Au début de 1832, Mackenzie part pour l'Angleterre, où il est reçu par les autorités britanniques comme le chef virtuel de l'opposition du Haut-Canada. Sa liste de griefs, longue et détaillée, impressionne vivement Lord Goderich qui ordonne le renvoi du procureur général et du solliciteur général du Haut-Canada, et envoie une dépêche à Colborne au sujet des griefs de Mackenzie. Les chefs provinciaux toriques sont indignés. Leurs attaques, tant en Chambre que dans la presse, se font violentes contre Lord Goderich et le gouvernement whig de Grande-Bretagne. Les réformistes, transportés de joie devant ce qui leur paraît une attitude très sympathique de la part de Londres, ne manquent pas l'occasion d'accuser leurs adversaires toriques d'infidélité, voire de trahison.

18. Indignation de l'Assemblée devant l'ingérence britannique dans les affaires locales

À la suite d'une rumeur persistante selon laquelle la Grande-Bretagne se prépare à s'opposer à un projet de loi provincial sur les affaires bancaires, toriques et réformistes s'unissent pour dénoncer ce qu'ils considèrent comme une ingérence impériale induite dans les affaires provinciales. Dans une adresse au roi, l'Assemblée s'élève contre le fait que le gouvernement britannique entend s'opposer à une mesure clairement approuvée par la majorité des habitants du Haut-Canada. Cette attitude montre bien que les hommes politiques d'alors favorisent une certaine autonomie pour la province, indépendamment de leurs sentiments politiques.

19. Septième rapport sur les griefs, 1835

Lors de l'élection de 1835, les réformistes remportent la majorité des sièges et Mackenzie revient à l'Assemblée. Il persuade ses collègues de la nécessité de créer un Comité, qu'il présiderait, chargé d'enquêter sur l'administration provinciale. Après une enquête approfondie auprès de divers dirigeants et de l'audition de nombreux témoins, le Comité rédige le "Septième rapport sur les griefs". Volumineux document de plus de cinq cents pages,

ce rapport dresse une longue liste, parfois inexacte, des maux administratifs et autres, dont le moindre n'est pas le manque de contrôle de l'Assemblée sur les revenus de la province.

20. Instructions du gouvernement britannique au lieutenant-gouverneur, Sir Francis Bond Head, 5 décembre 1835

Le gouvernement britannique, de plus en plus conscient de l'état critique des affaires dans le Haut-Canada, adopte une mesure de conciliation en remplaçant le lieutenant-gouverneur Sir John Colborne par Sir Francis Bond Head. Ingénieur militaire à la retraite, sans expérience politique, Head reçoit une longue liste d'instructions de la part du secrétaire aux colonies, Lord Glenelg, dans le but de répondre aux doléances exprimées dans le Septième rapport et d'apaiser le parti d'opposition.

21. Lettre de Head à Lord Glenelg sur la situation politique locale dans le Haut-Canada, 5 février 1836

Dès son arrivée dans le Haut-Canada, au début de 1836, et malgré des recommandations formelles du "Colonial Office", Head se fie à ses premières impressions sur la situation politique locale. Dès le début, il prend nettement position en faveur du groupe du "Pacte de famille" et manifeste son aversion envers certains des principaux réformistes, qu'il considère comme étant influencés par le républicanisme américain, ce qui l'amène à qualifier les réformistes de "parti républicain".

a) Sir Francis Bond Head (1793-1875)

Né à Kent, en Angleterre, Sir Francis Head étudie à la Royal Military Academy. En 1811, il obtient un brevet d'officier dans les Royal Engineers. Il participe à la bataille de Waterloo et demeure dans l'armée jusqu'en 1825. Officier en disponibilité, il obtient un poste de direction dans la Rio Plata Mining Association, en Amérique du Sud, mais retourne en Angleterre en 1826. Commissaire adjoint à l'assistance publique pour Kent, en 1834, il est nommé, l'année suivante, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, poste qu'il occupe jusqu'au début de 1838, alors qu'il se retire en Angleterre. Fait baronnet en 1837, et conseiller privé en 1867, Head est considéré comme un écrivain solide et polyvalent. Il publie de nombreux ouvrages, y compris certains où il relate ses expériences au Canada. Il meurt à l'âge de 82 ans.

Farmers! **BEWARE!**

The enemies of the King and the People,--of the
CONSTITUTION,
AND
SIR FRANCIS HEAD.
ARE, DAY AND NIGHT, SPREADING
LIES.

They say Sir Francis Head is recalled,--Sir Francis Head is *NOT* recalled, but is supported by the King and His Ministers.

They say *Tithes* are to be claimed in Upper Canada,--*Tithes* shall *NOT* be claimed in Upper Canada says a permanent Act of Parliament.

FARMERS

Believe not a word these *Agitators* say, but think for yourselves, and **SUPPORT SIR FRANCIS HEAD**, the friend of *Constitutional Reform*.

Printed at the Union Office, Toronto.—JOHN F. ROBERTS, Printer.

22. Motion de censure à l'Assemblée, 1836

Voulant élargir la représentation politique du Conseil exécutif, Head y nomme Robert Baldwin, fils de W.W. Baldwin, et John Rolph, tous deux éminents réformistes. Peu après, le nouveau conseil démissionne en bloc, le gouverneur ayant omis de le consulter sur des questions importantes. L'Assemblée, composée d'une majorité de réformistes, nomme un comité chargé d'étudier l'incident et adopte une motion de censure.

23. Rapport sur le Conseil exécutif, 1836 (Rapport Perry)

Quand le comité publie son rapport sur l'affrontement de Head avec le Conseil exécutif, qui s'avère une vigoureuse réquisition contre la conduite du gouverneur, l'Assemblée vote l'arrêt des crédits budgétaires. Par représailles, Head proroge la Législature qui, un mois plus tard, est dissoute. Au cours de la dure campagne qui s'ensuit, le gouverneur dirige lui-même les forces tories. Il traite les réformistes de républicains et déclare que seuls les tories maintiendront la Constitution et les liens avec l'Angleterre. Ce battage publicitaire est si efficace que les candidats tories se retrouvent en majorité à l'Assemblée.

a) Attaque tory au cours de la campagne électorale

"Fermiers! Attention!" Affiche électorale tory pendant la campagne de 1836.

24. Les Dix résolutions de Lord John Russell, 1837

25. Mackenzie, au bord de la rébellion, appuie les réformistes radicaux du Bas-Canada

Parallèlement à l'agitation politique dans le Haut-Canada, la situation s'aggrave dans le Bas-Canada, où l'agitation réformiste, dirigée par les radicaux, dont Papineau et Wolfred Nelson, oblige le gouvernement britannique à envoyer Lord Gosford en mission de conciliation. Après l'échec de la mission de Gosford, Lord John Russell formule ses célèbres Dix résolutions, qui rejettent les demandes des réformistes et donnent au gouverneur le droit de prélever des fonds sur le trésor provincial sans l'autorisation de l'Assemblée. Mackenzie et ses collègues du Bas-Canada, avec lesquels il maintient des contacts étroits, outrés de ce renversement de la politique

britannique, en concluent qu'aucune réforme n'est possible par des méthodes constitutionnelles.

Après la défaite du parti réformiste lors de l'élection de 1836, la plupart des chefs modérés ont abandonné la politique active, laissant le champ libre à Mackenzie et aux radicaux. Le gouvernement britannique ayant adopté peu après une politique de fermeté concernant les demandes de réforme, Mackenzie met au point une constitution de type américain et parcourt la province pour organiser chez ses partisans le soulèvement armé.

26. Récompense offerte pour la capture de Mackenzie, 1837

Les autorités du Haut-Canada refusent d'ajouter foi aux rumeurs de rébellion qui circulent. Le gouverneur Head envoie au Bas-Canada les troupes régulières stationnées dans la province. Pendant ce temps, Mackenzie a fini de s'organiser et durant la nuit du 4 au 5 décembre, les troupes rebelles — environ 800 hommes — se rassemblent à la taverne de Montgomery, au nord de Toronto (cet endroit se trouve aujourd'hui dans les limites de la ville, près des rues Yonge et Eglinton). Une première escarmouche se déroule entre les rebelles ou "patriotes" et les forces gouvernementales, et les deux camps reculent rapidement. Deux jours plus tard, les troupes gouvernementales, comptant plus d'un millier de miliciens fidèles, mettent les patriotes en déroute. Mackenzie s'enfuit aux États-Unis. L'offre d'une récompense importante pour sa capture et celle d'autres chefs rebelles ne semble pas avoir attiré beaucoup de chasseurs de primes.

27. Protestations de fidélité à la Couronne des réformistes, 1838

Au cours de la rébellion, la plupart des chefs modérés du parti réformiste sont restés à l'écart des activités de Mackenzie. Cependant, le sentiment général étant fortement loyaliste, les réformistes croient nécessaire d'affirmer publiquement qu'ils n'ont jamais soutenu la sécession d'avec l'Angleterre, à laquelle ils sont toujours demeurés fidèles.

28. Exécution de Lount et de Matthews

Après l'échec de l'insurrection, un grand nombre de rebelles sont traduits en justice. Deux des lieutenants de Mackenzie, Samuel Lount et Peter Matthews, sont condamnés à mort. Le nouveau lieutenant-gouverneur, Sir George Arthur, refuse d'intervenir et ils sont exécutés le 12 avril 1838. Tout en reconnaissant qu'il faut faire des exemples, le gouverneur s'oppose à toute répression envers les rebelles, se bornant à en déporter les principaux chefs vers les prisons australiennes. Désireux de voir au plus tôt la province reprendre sa vie normale, il espère également pouvoir libérer bientôt les rebelles emprisonnés.

29. Commission de Lord Durham

Le gouvernement britannique, bouleversé par les récents soulèvements au Haut-Canada et au Bas-Canada, institue une enquête sur la situation dans les deux provinces. Le comte Durham, politicien éminent reconnu pour ses liens avec les radicaux britanniques et son appui ferme au projet de réforme de 1832, est nommé gouverneur général de l'Amérique du Nord britannique, avec pleins pouvoirs pour mener une enquête approfondie.

a) Le comte Durham (1792-1840)

30. Recommandations sur la réforme, soumises par Robert Baldwin à Lord Durham

Arrivé à Québec en mai 1838, Durham se met immédiatement à la tâche. Dès juillet, il visite le Haut-Canada et rencontre les chefs politiques, dont Robert Baldwin. Ce dernier, impressionné par l'évaluation de la situation politique locale faite par le nouveau gouverneur, lui écrit une longue lettre expliquant les réformes qu'il considère nécessaires. L'une des nombreuses suggestions de Baldwin porte sur la nécessité d'établir un gouvernement responsable, parfaitement capable, selon lui, de fonctionner dans les colonies. Durham prendra en considération les opinions de Baldwin, et plusieurs recommandations de son rapport seront fondées sur ses suggestions.

31. Rapport Durham sur les affaires de l'Amérique du Nord britannique, 1839

Durham démissionne vers la fin de 1838 et retourne en Angleterre. Son "Rapport sur les affaires de l'Amérique du Nord britannique", publié au début de 1839, condamne sans

équivoque la mauvaise gestion des affaires dans les colonies. Il propose l'assimilation graduelle de la population française du Bas-Canada et se montre favorable à l'établissement d'un gouvernement responsable dans le Haut-Canada. Sans préconiser un remaniement en profondeur de la structure fondamentale du gouvernement, adaptée du système britannique, il considère toutefois nécessaire et urgent d'accorder une plus grande autonomie aux colonies. En outre, écartant les aspirations nationales françaises, il préconise l'union des deux Canadas, dans le but d'arriver à une majorité anglaise dans une seule Législature unifiée.

32. Critique du rapport Durham

Ce rapport suscite immédiatement de vives réactions dans les deux provinces. Dans le Haut-Canada, tories et conservateurs, consternés, s'opposent vigoureusement à la mise en oeuvre des recommandations de Durham. Un comité du Conseil législatif déclare que l'établissement du gouvernement responsable conduira à la dislocation de l'Empire et qu'il ne saurait y avoir de stabilité gouvernementale dans un tel système.

33. Les réformistes et le Rapport Durham

Alors que les recommandations de Durham sèment la consternation chez les éléments conservateurs du Haut-Canada, les réformistes réagissent différemment. Quelque peu ébranlés par la tentative de rébellion, ils se regroupent pour revendiquer à nouveau un gouvernement responsable, s'appuyant sur les recommandations de Durham. De plus en plus, des modérés qui s'étaient toujours opposés à eux se mettent à les appuyer, notamment le Révérend Egerton Ryerson, méthodiste éminent et rédacteur de l'influent "Christian Guardian". Cela n'empêche pas Lord John Russel de déclarer, au nom du gouvernement britannique, que le système du gouvernement responsable lui semble inapplicable dans une colonie. Quant à Sir George Arthur, lieutenant-gouverneur, il ne cache pas son opposition au point de vue des réformistes. Mais l'idée d'un gouvernement responsable fait rapidement son chemin dans la population et à l'Assemblée.

34. Commentaires de Sir George Arthur sur la façon dont l'opposition radicale du Haut-Canada a été isolée avec succès

Vers la fin de 1839, le gouvernement britannique nomme un nouveau gouverneur général en la personne de Charles Poulett Thomson. Sur les traces de Durham, cet homme compétent et énergique, promu très tôt à de grandes responsabilités, a pour mission de mettre en oeuvre la nouvelle politique du gouvernement britannique concernant le Canada. Cette politique, fondée principalement sur les recommandations de Durham, comporte un projet d'union du Haut-Canada et du Bas-Canada. Mais ce projet doit d'abord être accepté par les organes législatifs respectifs. Dans le Haut-Canada, les forces anti-union sont importantes, tant à l'Assemblée qu'au Conseil. Aussi le nouveau gouverneur se hâte-t-il vers Toronto où, avec l'aide de Sir George Arthur, il entreprend de convaincre les modérés des deux groupes, conservateurs et réformistes, de la justesse de cette politique. Ce faisant, il réussit, en rapprochant les modérés, à isoler les ailes radicales des deux partis.

35. L'Acte d'Union, 1840

L'Acte de 1840, "Loi réunifiant les provinces du Haut-Canada et du Bas-Canada, pour le gouvernement du Canada", adopté par le Parlement britannique en 1840, est proclamé le 5 février 1841. Il prévoit la représentation dans l'Assemblée du Haut-Canada et du Bas-Canada et la publication de tous les documents gouvernementaux en anglais. (Cette dernière disposition sera modifiée peu après). Fondamentalement, cette loi ne change pas le système de gouvernement; elle fournit cependant aux réformistes du Haut-Canada et du Bas-Canada l'occasion de présenter un front uni dans leurs revendications pour un gouvernement responsable

L'établissement du gouvernement responsable

L'Union de 1841 sonne le glas de la province du Haut-Canada qui, à bien des égards, n'en continue pas moins cependant d'exister. Les régions est et ouest de la nouvelle Province du Canada conservent chacune leur caractère distinctif. Elles sont maintenant officiellement dénommées Canada-Ouest et Canada-Est, mais les appellations anciennes Haut-Canada et Bas-Canada sont encore souvent utilisées. Les représentants des deux entités qui forment le nouveau Canada-Uni gardent en grande partie une existence distincte, même dans le nouveau Parlement de l'Union, et l'on parle toujours des réformistes du Haut-Canada et des tories du Bas-Canada. En outre, les deux régions ayant un nombre de représentants égal dans la Législature de l'Union, elles ont tendance à s'opposer. Sans compter que certaines des lois adoptées ne s'appliquent qu'à une région particulière et que certaines questions, telles que l'éducation, sont de juridiction régionale. De façon générale, les administrations sont soumises au système de la double majorité, les deux régions étant représentées par un nombre égal de députés. En fait, cette complexité peut s'expliquer en bonne partie par les caractéristiques particulières du Canada-Ouest, anglophone, et du Canada-Est, à prédominance francophone.

Pourtant, malgré cette complexité et ces contraintes, l'Union favorisa grandement l'essor économique, grâce surtout à l'établissement d'un gouvernement responsable. Les réformistes du Haut-Canada, sous la conduite de Robert Baldwin et de Francis Hincks, s'allièrent à ceux du Bas-Canada ayant à leur tête Louis-Hippolyte Lafontaine, en vue d'amener l'Assemblée à accepter que le Conseil exécutif soit choisi dans le parti qui domine à la Chambre. Aussi, lorsque Baldwin et Lafontaine remportèrent les élections provinciales de 1848 et qu'un gouvernement réformiste, sous leur direction, fut institué par la suite, on assista à la victoire décisive du principe du gouvernement responsable, c'est-à-dire la responsabilité ministérielle dévolue au parti qui détient la majorité au Parlement.

Salle n^o II, Section IV

1. Premier Parlement de la Province du Canada, 1841

Après l'adoption de l'Acte d'Union, la proclamation unissant les anciennes provinces du Haut-Canada et du Bas-Canada prend effet le 10 février 1841. Le siège du gouvernement est établi à Kingston et des élections sont immédiatement déclenchées. Les membres de la nouvelle Législature, réunis à l'Hôpital général, prêtent serment et élisent le président de la Chambre le 14 juin; le lendemain, le gouverneur général, Lord Sydenham — autrefois Poulett Thomson — lit le discours inaugural.

2. Propositions Harrison-Baldwin d'un gouvernement responsable limité

Dès la première session, les leaders de l'Opposition, Baldwin et Lafontaine, entreprennent de harceler le gouvernement. Le gouverneur Sydenham, agissant lui-même comme premier ministre, choisit son conseil parmi les députés des deux partis qu'il considère les plus compétents. Il ne s'agit donc pas d'un véritable "cabinet"; aussi Baldwin entreprend-il de réclamer instamment la mise en oeuvre d'un véritable gouvernement responsable. Ces propositions, faites le 3 septembre 1841, seront légèrement modifiées par le secrétaire de la province, Samuel Bealey Harrison, puis adoptées comme résolutions de l'Assemblée législative.

3. Loi sur les conseils de districts municipaux, 1841

Ce projet de loi, que Sydenham considérait comme l'une des cinq grandes priorités dont il entendait saisir le Parlement, reçut la sanction royale le 28 août 1841. La nouvelle loi, qui réduisait considérablement les pouvoirs des juges de paix locaux sur les affaires des municipalités, fut vivement débattue des deux côtés de la Chambre comme étant d'inspiration trop démocratique et républicaine selon les ultraconservateurs, alors que de son côté, Baldwin s'opposait à la nomination des premiers magistrats municipaux par le gouverneur. Cette loi conférait cependant au conseil municipal élu une autonomie sans précédent.

4. Fondation du "Globe" de Toronto, mars 1844

George Brown, établi à Toronto en 1843, se tailla rapidement une réputation enviable de journaliste politique grâce à ses éditoriaux dans "The Banner", journal dont son père était propriétaire. Il défendit si énergiquement la cause des réformistes — l'établissement d'un gouvernement responsable — que ces derniers recourront à ses talents pour la fondation d'un journal. Le "Globe", qui paraîtra le 5 mars 1844, affichait ses couleurs par la devise suivante: "Le sujet véritablement loyal au Premier magistrat ne conseille pas de mesure arbitraire ni ne s'y soumet." Remarquable par ses nombreux articles énergiques, le nouveau journal ne cessa de grandir et de s'améliorer et devint bientôt le quotidien le plus influent du Canada-Ouest.

5. Élection de John A. Macdonald au Parlement, 1844

John A. Macdonald, brillant avocat de Kingston au début des années 1840, s'intéresse très tôt à la politique. Il fait ses premières armes à Kingston en 1843 et est élu au poste d'échevin dans la quatrième circonscription. Fervent défenseur des tories ou conservateurs, quoique plutôt modéré lui-même, il suit avec grand intérêt la crise gouvernementale de 1843-1844. Lorsqu'une élection générale devient inévitable, à la fin de 1843, il est choisi comme candidat par les conservateurs de Kingston. Il remportera une victoire éclatante aux élections d'octobre 1844.

6. Recommandation de John A. Macdonald à de hautes fonctions, 1846

Lorsque Macdonald siège pour la première fois à l'Assemblée législative, qui vient d'être transférée de Kingston à Montréal, son parti est divisé en deux factions: les ultra-tories, dirigés par Sir Allan Napier MacNab, et l'aile conservatrice plus modérée, que rallie l'éminent juriste W.H. Draper. Macdonald se joint naturellement à ce dernier. Sa participation exceptionnelle aux débats parlementaires, sa collaboration lors des travaux en comité et son attitude générale en Chambre impressionnent fortement son chef, qui le recommande au gouverneur général, Lord Cathcart, comme candidat au poste de

commissaire des terres de la Couronne. Macdonald ne sera cependant pas nommé à ce poste. Il deviendra receveur général en 1847.

7. Projet du comte Grey sur l'établissement d'un gouvernement responsable, 1846

Deux lettres adressées à Sir John Harvey, lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse, par le comte Grey, secrétaire aux colonies dans le nouveau gouvernement whig-libéral de Lord John Russell, en Grande-Bretagne, expliquent le point de vue du gouvernement britannique sur l'établissement d'un gouvernement responsable: "Il n'est pas de notre intérêt de tenter d'accroître notre influence sur les affaires internes des colonies. Notre rôle se borne plutôt à empêcher qu'une colonie n'adopte des mesures qui seraient préjudiciables à une autre colonie et ne serviraient pas les intérêts généraux de l'Empire."

8. Lord Elgin accepte le système de gouvernement responsable, 1847

Les instructions du comte Grey à Sir John Harvey concernant le gouvernement responsable étaient semblables à celles envoyées au nouveau gouverneur général du Canada, Lord Elgin. Dans sa réponse, ce dernier affirme sa volonté bien arrêtée d'appuyer sans réserve le système de gouvernement responsable. Effectivement, sous l'administration Elgin, le gouvernement ministériel deviendra une réalité bien vivante au Canada.

9. James Bruce, 8^e comte d'Elgin, 1811-1863

Né à Londres, Elgin étudie à Eton et à Christ Church, à Oxford. En 1840, à la mort de son frère aîné, il hérite du comté d'Elgin, dans la Pairie écossaise; l'année suivante, il reçoit le titre de comte. Élu à la Chambre des communes en 1841, il est nommé gouverneur de la Jamaïque en 1842. En raison de son administration exceptionnelle, Lord John Russell le nomme, en 1846, gouverneur général de l'Amérique du Nord britannique. Londres ayant résolu de mettre en oeuvre les propositions de Lord Durham sur l'établissement d'un gouvernement responsable, la mission du nouveau gouverneur sera de mettre cette politique en vigueur en Amérique du Nord. Il entre en fonction en janvier 1847. Grâce à sa patience, sa fermeté, sa franchise et son intuition, Lord Elgin réussit, en dépit de certains épisodes troublés, à créer un climat favorable à l'établissement d'un véritable gouvernement responsable. Par la suite, il occupera divers postes diplomatiques en Chine et

au Japon, sera ministre des Postes dans le gouvernement de Palmerston, en Grande-Bretagne, et enfin vice-roi des Indes.

10. Loi sur l'université, 1849

La question de l'université provinciale était depuis longtemps l'une des plus controversées de l'histoire politique du Haut-Canada. Approuvée par le Parlement au cours de l'administration Lafontaine-Baldwin, la loi de 1849 respecte le principe fondamental de la séparation de l'Église et de l'État et prévoit l'établissement d'une université non confessionnelle à Toronto.

11. Loi sur les municipalités, 1849

Pendant de nombreuses années, Baldwin avait revendiqué des pouvoirs accrus pour les municipalités. Un pas en ce sens avait déjà été franchi par l'adoption de la loi sur les conseils de districts en 1841. Il faudra pourtant attendre l'arrivée au pouvoir de Baldwin pour que le système soit radicalement modifié. La nouvelle loi prévoit la constitution de villages, cantons, villes, comtés et cités dotés des pleins pouvoirs pour élire leur propre conseil, nommer leurs propres dirigeants et gérer leurs propres affaires. Bien qu'elle ait été souvent modifiée depuis son adoption en 1849, cette loi établit le fondement de l'administration municipale autonome, encore en usage aujourd'hui en Ontario.

12. Projet de loi sur l'indemnisation des victimes de la Rébellion, 1849

Une importante mesure présentée par l'administration Lafontaine-Baldwin, à l'instigation du chef des réformistes canadiens-français, Louis-Hippolyte Lafontaine, concernait l'indemnisation des victimes de la Rébellion de 1837 dans le Bas-Canada. C'était là une mesure logique, une compensation analogue ayant déjà été versée dans le Haut-Canada. Elle est pourtant vivement critiquée par l'opposition tory, qui y voit "une prime à la révolte", et soulève une grande animosité politique. Malgré les dénonciations anti-françaises, le projet de loi est cependant adopté par une importante majorité, puis sanctionné par le gouverneur général, qui tient à se conformer à l'avis de ses ministres.

1849.

12^e VICTORIA, CAP. 57-58.

371

shall extend and be applied to one person or thing as well as several persons or things; and every word importing the masculine gender only, shall extend and be applied to a female as well as a male; the words "Real Estate" shall extend and apply to immoveable estate and property generally; and the word "Securities" shall extend and apply to privileges, mortgages (equitable as well as legal,) *hypothèques* and incumbrances upon real and immoveable estate, as well as to other rights and privileges upon personal estate and property: That this Act shall extend to aliens, denizens and females, both to make them subject thereto and to entitle them to all the benefits given thereby; and that this Act shall be construed in the most beneficial manner for promoting the ends thereby intended.

To whom this
Act shall ex-
tend.

XVIII. And be it enacted, That this Act shall be deemed a Public Act, and shall extend to all Courts of Law or Equity in this Province, and be judicially taken notice of as such by all Judges, Justices and other persons whatsoever without the same being specially shown or pleaded.

Public Act.

CAP. LVIII.

An Act to provide for the indemnification of parties in Lower-Canada whose property was destroyed during the Rebellion in the years one thousand eight hundred and thirty-seven, and one thousand eight hundred and thirty-eight.

[25th April, 1849.]

WHEREAS on the twenty-eighth day of February, one thousand eight hundred and forty-five, an humble Address was unanimously adopted by the Legislative Assembly of this Province, and by them presented to the Right Honorable Charles Theophilus Baron Metcalfe, the then Governor-General of the same, praying "that His Excellency would be pleased to cause proper measures to be adopted in order to insure to the inhabitants of that part of this Province formerly Lower-Canada, indemnity for just losses by them sustained during the Rebellion of one thousand eight hundred and thirty-seven, and one thousand eight hundred and thirty-eight;" and whereas on the twenty-fourth day of November, one thousand eight hundred and forty-five a Commission of five persons was, by His Excellency the said Governor-General, duly appointed to enquire into such losses arising from and growing out of the said Rebellion; And whereas it appears by the Report of the said Commissioners, dated the eighteenth day of April, one thousand eight hundred and forty-six, that "the want of power to proceed to a strict and regular investigation of the losses in question, left the Commissioners no other resource than to trust to the allegations of the claimants, as to the amounts and nature of their losses;" And whereas, in order to redeem the pledge given to the sufferers of such losses, or their *bond fide* creditors, assigns, or *ayants droit*, as well by the said Address of the said Legislative Assembly, and the appointment of the said Commission, as by the letter addressed by the Honorable the Secretary of the Province, by order of the Right Honorable Charles Murray, Earl Cathcart, the then Administrator of the Government of the same, to the said Commissioners, on the twenty-seventh day of February, one thousand eight hundred and forty-six, it is necessary and just that the particulars of such losses, not yet paid and satisfied, should form the subject

Preamble.
Recital.

Address of
28th. Febru-
ary, 1845.

Report of
Commission-
ers, 18th April,
1846.

Secretary's
Letter 25th
February,
1846.

48 *

13. Émeutes à l'occasion de l'adoption de la loi sur l'indemnisation des victimes de la Rébellion, 1849

Dans sa lettre du 30 avril 1849, le gouverneur Lord Elgin décrit les circonstances des émeutes qui se terminèrent par l'incendie de l'édifice du Parlement, à Montréal. Les forces de l'opposition, qui espéraient voir Elgin refuser la loi ou en restreindre la portée, furent déçues dans leurs prétentions. Des émeutes éclatèrent, qui gagnèrent également Toronto, où les chefs du gouvernement furent pendus en effigie et leurs résidences pillées. Elgin, qui venait de donner son assentiment au projet de loi, fut attaqué dans son carrosse par une bande d'émeutiers qui se dirigeaient vers le Parlement, où la Législature siégeait encore. Ils mirent le feu à l'édifice.

14. Incendie de l'édifice du Parlement à Montréal, 25 avril 1849

Projet de loi sur l'indemnisation des victimes de la Rébellion, 1849 - Voir Section 4, n° 12

15. Ligue britannique américaine, 1849

Les ultra-tories, dont les forces avaient été anéanties par l'adhésion du gouverneur Elgin au gouvernement responsable, étaient en quête d'un nouveau tremplin politique. La récente introduction du libre-échange par la Grande-Bretagne jeta la consternation chez les commerçants canadiens, qui avaient joui jusqu'alors des tarifs préférentiels de l'Empire. Les ultras saisirent ce prétexte pour préconiser la rupture avec l'Angleterre et une association avec les États-Unis. L'aile conservatrice modérée proposait pour sa part une mesure moins radicale. Un congrès de la Ligue britannique américaine devait avoir lieu à Kingston, en juillet 1849, et John A. Macdonald et ses modérés espéraient y faire accepter une proposition qui permettrait d'en finir avec l'idée de l'annexion aux États-Unis. Dans une lettre à D.B. Stevenson, du comté de Prince Edward, Macdonald propose d'inclure dans cette proposition certains principes, notamment la protection de l'industrie canadienne, le maintien des liens avec la Grande-Bretagne, la réciprocité avec les États-Unis pour les produits agricoles et l'abandon "des monstruosité de la dernière session sur les municipalités et les tarifs. Pas de domination française, mais des droits égaux pour tous". C'est d'ailleurs cette proposition qui sera adoptée, le congrès se ralliant au point de vue le plus modéré.

16. Manifeste sur l'annexion, 1849

Les radicaux tories n'avaient pu faire prévaloir leurs vues sur l'annexion, lors du congrès de la Ligue britannique américaine, mais le mouvement n'était pas mort. Il fit appel aux tories mécontents du Canada-Ouest et du Canada-Est; dans cette dernière région, le mouvement fut appuyé par un ardent groupe de libéraux nationalistes canadiens-français connus sous le nom de "rouges". Une association pour l'annexion se forme à Montréal. Le 13 octobre 1849, le célèbre "manifeste de l'annexion" est proclamé, qui préconise l'union avec les États-Unis. Il soulève une opposition considérable dans la population. Peu à peu, la thèse de l'annexion aux États-Unis sombrera dans l'oubli.

17. Les réformistes radicaux "Clear Grits"

Il existait une aile radicale tant chez les réformistes que chez les tories. Vers la fin de 1849, les demandes des radicaux des deux groupes se font plus bruyantes et leurs critiques plus sévères envers le nouveau système de gouvernement ministériel responsable. Mécontents du leadership du parti réformiste, les radicaux se regroupent sous l'étiquette de "clear grits"; ils recrutent leurs partisans chez les anciens réformistes qui avaient autrefois suivi William Lyon Mackenzie et chez les jeunes idéalistes libéraux. Ils réclament surtout une forme de gouvernement plus profondément démocratique et l'élimination des inégalités au sein de l'Église et de l'État.

18. Le "Rep by Pop"

L'idée d'une représentation proportionnelle à la population, le "Rep by Pop", comme on l'appela communément, germa d'abord chez les habitants du Bas-Canada. Ces derniers, plus nombreux, considéraient qu'ils avaient droit à un nombre plus grand de représentants au Parlement de l'Union. Une mesure à cette fin, présentée à la Chambre en 1849 par les Rouges radicaux, avait alors été défaite, mais la question qu'elle soulevait n'en restait pas moins d'actualité. Elle devint brûlante lorsque le recensement de 1851-1852 révéla que la population du Canada-Ouest était maintenant supérieure à celle du Canada-Est. Les "grits" et quelques conservateurs reprendront le débat.

19. George Brown et le “Rep by Pop”

Brown avait inscrit à son programme le principe de la représentation proportionnelle lorsqu’il fut élu pour la première fois au Parlement, à la fin de 1851. Il espérait ainsi réduire l’influence qu’exerçait sur la politique gouvernementale le groupe francophone, étroitement uni. Lorsqu’un projet de loi sur la représentation est présenté, Brown soumet une résolution fondée sur le principe selon lequel la Province du Canada constitue une seule entité et ne doit pas être considérée comme deux parties distinctes. Il préconise également certains changements à la structure de l’Union, premiers pas vers la Confédération.

20. L’honorable George Brown (1818-1880)

Né près d’Édimbourg, en Écosse, Brown émigre avec son père à New York en 1837. Il s’établit à Toronto en 1843 et, l’année suivante, fonde le “Globe”, qui deviendra le principal organe des réformistes ou libéraux de la province. Élu au Parlement en 1851, il s’impose bientôt comme chef des réformistes du Canada-Ouest. En apportant une certaine modération à l’élément “grit”, il façonnera un parti libéral puissant pour l’avenir. En 1858, avec A.A. Dorion, il forme un gouvernement qui sera de courte durée. Au cours des années les plus actives de sa vie politique, son principal adversaire fut John A. Macdonald. En 1864, les deux hommes feront cependant partie du gouvernement de la “grande coalition” et Brown jouera un rôle important à la Conférence de Québec, qui devait conduire à l’établissement du Dominion du Canada le 1^{er} juillet 1867. Promoteur de l’Union, Brown figure parmi les hommes d’État les plus éminents du Canada et ne cessa jamais de s’intéresser à la politique. Vers la fin de sa vie, il se retira cependant sur son domaine agricole de Bow Park près de Brandford. Il fut mortellement blessé en 1880 par un employé mécontent. Ses restes reposent à Toronto.

21. John A. Macdonald, chef conservateur, 1852

Vers le début des années 1850, la plupart des éléments ultras au sein du parti conservateur représentant l’ancien “Pacte de famille” avaient disparu de la scène politique. Cependant, au modéré William Draper succéda, à la tête du parti conservateur, l’irréductible survivant du “Pacte de famille” Sir Allan Napier MacNab. Il apparut bientôt cependant que l’autorité de MacNab, séduit par la politique de promotion ferroviaire du

gouvernement libéral existant, était gravement compromise. John A. Macdonald était depuis longtemps considéré comme le protégé de Draper; au cours de l’été 1852, la presse conservatrice exigea la démission de MacNab et appuya la candidature de Macdonald à la tête du parti dans le Canada-Ouest.

John A. Macdonald (1815-1891)

Né à Glasgow, en Écosse, Macdonald émigre avec sa famille à Kingston, dans le Haut-Canada (aujourd’hui l’Ontario), en 1820. Brillant avocat, il exerce à Napanee, Picton et Kingston; il adhère au parti conservateur et est élu au Parlement en 1844. Il sert sous plusieurs administrations et devient chef de son parti dans le Canada-Ouest vers 1856. C’est à ses talents et à sa compétence politique que l’on doit la mise en œuvre d’une vaste union fédérale des colonies de l’Amérique du Nord britannique, qui aboutira à la formation du Dominion du Canada le 1^{er} juillet 1867. Surnommé le “premier architecte de la Confédération”, Macdonald fut premier ministre du nouveau Dominion de 1867 à 1873, puis de 1878 à 1891. Sous son administration, le Canada élargit considérablement ses frontières, construit un chemin de fer transcontinental et encourage la colonisation de l’Ouest. Personnalité attachante et pittoresque, John A. Macdonald est l’une des plus éminentes figures politiques canadiennes. Ses restes reposent à Cataraqui, près de Kingston.

23. Loi sur la modification de l’Union, 1854

À la suite de l’élection de 1854, au cours de laquelle le gouvernement libéral Hincks essuie de sérieux revers, le Parlement se réunit en septembre et le gouvernement est défait. Le gouverneur général invite alors Sir Allan Napier MacNab, chef conservateur, à former un nouveau gouvernement. Une coalition libérale-conservatrice est formée, regroupant les conservateurs et des réformistes modérés, francophones et anglophones. Cependant, ces derniers avaient accepté de participer à la coalition à certaines conditions, notamment l’établissement d’un Conseil législatif électif. La première mesure en ce sens est prise en 1854, lorsque la Loi sur la modification de l’Union est adoptée. Le Conseil législatif — Chambre haute du Parlement — devient électif en 1856.

24. Le gouvernement Macdonald-Taché, 1856

Étienne-Pascal Taché, membre du Conseil législatif, qui avait détenu divers portefeuilles sous les administrations Baldwin-Lafontaine, Hincks-Morin et Macdonald-MacNab, devient chef officiel du Canada-Est. En 1856, la rumeur veut que le chef du Canada-Ouest, Sir Allan Napier MacNab, soit remplacé par John A. Macdonald, bien que ce dernier se soit opposé publiquement à un tel courant en sa faveur. Le projet d'établir le siège du gouvernement à Québec provoque une crise gouvernementale et MacNab se voit forcé de remettre sa démission. Devant réorganiser un gouvernement qui n'a pas été défait, le gouverneur général invite Taché à agir comme premier ministre, et Macdonald comme procureur général et leader du gouvernement. Ce dernier sera bien accepté comme chef des conservateurs dans le Canada-Ouest, signe incontestable que l'aile modérée de son parti triomphait de la vieille garde.

25. George Brown forme un gouvernement, 1858

Le gouvernement de coalition dirigé par Taché et Macdonald détenait une faible majorité et se débattait dans des problèmes politiques urgents. Il prit un nouveau départ avec Macdonald comme premier ministre et Georges-Étienne Cartier comme chef du Canada-Est. Il fallut toutefois en appeler au peuple à la fin de 1857. En raison des différences croissantes entre les deux régions de la province, ces élections ne firent que renforcer Brown et les libéraux dans l'Ouest, Cartier et les conservateurs dans l'Est. La nouvelle administration, dirigée à nouveau par Macdonald et Cartier, demeura en place jusqu'à la fin de juillet 1858, alors qu'elle démissionna lors de l'affaire du choix du siège du gouvernement. Le gouverneur général fit alors appel à George Brown, chef reconnu de l'opposition du Canada-Ouest, et l'invita à former un gouvernement. Malgré de grandes difficultés en raison des tiraillements entre les régions, Brown, de concert avec A.A. Dorion, chef de l'opposition libérale du Canada-Est, accepta de former un gouvernement.

26. Brown demande la dissolution du Parlement

Quand le fragile nouveau gouvernement parut devant l'Assemblée, le 2 août 1858, l'opposition le prit violemment à partie et demanda un vote de censure. Défait, Brown pria le gouverneur général de dissoudre le Parlement, espérant que de nouvelles élections lui permettraient de renforcer son gouvernement.

27. Le gouverneur général refuse la dissolution et Brown remet sa démission

Le gouverneur général, Sir Edmund Head, refuse de se rendre à la demande de Brown. Il rappelle que des élections ont été tenues moins d'un an auparavant, que les travaux parlementaires ne sont pas encore terminés, que la saison des récoltes n'est pas une époque propice pour en appeler au peuple et que les dissensions actuelles entre les régions ne semblent pas près de se résorber. Brown se voit donc contraint de démissionner.

28. "Double Shuffle", 1858

Brown défait, Cartier est invité à former le gouvernement. Mais pour éviter d'en appeler au peuple, le Cabinet, dirigé par le premier ministre Cartier, invoque la septième clause de la loi sur l'indépendance du Parlement, 1857, qui prévoit que si l'un quelconque des ministres du gouvernement démissionne de son poste pour en accepter un autre dans un délai d'un mois, il n'est pas tenu d'abandonner son siège au Parlement. Cartier et Macdonald, ainsi que leurs collègues, prêtent donc le serment les habilitant à remplir des fonctions qu'ils n'ont nullement l'intention de garder, puis démissionnent de leurs nouveaux postes et prêtent à nouveau serment pour occuper leurs fonctions antérieures. Cette manœuvre sera communément connue sous le nom de "Double Shuffle". C'était là un autre signe de l'impuissance des gouvernements devant les tensions accrues entre les régions.

29. Projet de fédération des colonies de l'Amérique du Nord britannique, 1858

Publié sous forme d'article dans le journal conservateur "Colonist", le 25 février 1858, ce projet revêt une certaine importance. Il propose en effet d'unir la Province du Canada et les autres colonies de l'Amérique du Nord britannique. Certains voient dans ce projet une solution possible aux difficultés engendrées par l'Union. À la fin de la session parlementaire d'août, interminable et troublée, Head annonce dans son discours de prorogation que le gouvernement entend étudier la question de l'union des colonies et entrer en pourparlers avec le Colonial Office et les provinces Maritimes.

L'Acte constitutionnel de 1791 divisait l'ancienne province de Québec en deux territoires: le Haut-Canada, qui forme aujourd'hui une partie de l'actuelle province d'Ontario, et le Bas-Canada. Le Haut-Canada se voyait doté d'une Assemblée législative, dont le lieu de réunion fut fixé à Newark, aujourd'hui Niagara-on-the-Lake.

Le 17 septembre 1792, les représentants des dix-neuf circonscriptions électorales siègent pour la première fois, alors que le Parlement provincial est inauguré par le lieutenant-gouverneur John Graves Simcoe. On ignore cependant le lieu exact de la session; les recherches historiques les plus récentes mentionnent toutefois l'ancien Freemasons Hall.

Ce qui est sûr, c'est que certaines sessions du Conseil législatif et du Conseil exécutif furent tenues dans le Navy Hall, quartier général de Simcoe. Il semble également que l'Assemblée législative ait siégé dans les casernes adjacentes de Butler, récemment rénovées. On ne connaît cependant pas avec exactitude l'emplacement de ce qui aurait été le premier édifice du Parlement.

En 1793, pour des raisons de défense stratégique — éloigner le siège du gouvernement de la frontière américaine —, Simcoe décida de le transférer à Toronto (bientôt rebaptisé York).

Le nouvel édifice du Parlement s'élevait en contrebas de ce qui est aujourd'hui, pour des raisons évidentes, la rue Parliament. Deux immeubles, achevés en 1796, purent être utilisés dès juin 1797 pour les réunions de l'Assemblée législative. En 1797, deux immeubles d'un étage, en briques, furent construits près des bâtiments en bois, prévus à l'origine comme ailes d'un édifice central plus grand. Ils abritèrent le Parlement provincial jusqu'en avril 1813, alors qu'ils furent incendiés lors de l'occupation américaine de York.

De nouveaux immeubles de deux étages, en briques et en pierre, furent érigés sur le même site, entre 1818 et 1820, années au cours desquelles le Parlement se réunira dans divers locaux de fortune. Un incendie détruisit les nouveaux immeubles le 30 décembre 1824. Le Parlement se réunit à l'Hôpital général de York, de 1825 à 1828, et dans l'ancien Palais de justice, de 1829 à 1832. Les nouveaux édifices du Parlement, qui donnent sur la rue Front et sont bordés à l'est et à l'ouest par les rues Simcoe et John, furent achevés en 1832.

En 1841, lors de l'entrée en vigueur de l'Acte d'Union, les deux Canadas redevinrent une seule province et les législatures distinctes cessèrent d'exister. Le siège de la capitale fut temporairement transporté à Kingston, où l'Assemblée législative de la Province du Canada se réunit de 1841 à 1843. Montréal, que l'on considérait comme étant le siège idéal de la capitale, servit ensuite de siège au gouvernement de 1845 à 1849. Par la suite, l'Assemblée législative se réunit à Toronto (1850-1851 et 1856-1859) et à Québec (1852-1855 et 1860-1865), en attendant que soit fixé le siège permanent du gouvernement. En 1858, Ottawa fut finalement choisie par la reine Victoria, et la première session de l'Assemblée législative se tiendra dans la nouvelle capitale en 1866.

L'édifice du Parlement de Toronto demeura vacant de 1841 à 1849, sauf pendant une brève période au cours de laquelle il servit d'asile. De 1861 à 1867, il fut utilisé comme caserne.

En 1867, après la Confédération, l'immeuble de la rue Front abrita la nouvelle Assemblée législative de l'Ontario jusque vers 1880. Il était alors devenu nettement insuffisant. On confia à l'architecte R.A. Waite, de Buffalo, N.Y., le soin de concevoir un nouvel édifice qui s'élèverait dans Queen's Park sur un emplacement autrefois occupé par le King's College. La construction commença en 1886 et l'édifice était en grande partie occupé vers la fin de 1892. Son inauguration officielle eut lieu en avril 1893.

Cet immeuble imposant, aujourd'hui édifice principal du Parlement, est encore utilisé comme lieu de réunion de l'Assemblée législative. Son curieux mélange de styles d'architecture et d'ornementation en ont fait un point de repère familier en Ontario.

La naissance de la Confédération

Au cours des années 1850, l'union des deux Canadas, qui avait favorisé grandement le progrès économique, semblait menacée par un nombre croissant de problèmes politiques. Ces difficultés provenaient des divergences de vues sur l'éducation publique et les relations entre l'Église et l'État, d'une part, et des différences de mentalité entre le Canada-Ouest, anglophone, et le Canada-Est, à prédominance francophone. Alors que les deux régions avaient jusqu'alors mené une lutte commune pour l'obtention du gouvernement responsable, elles commençaient maintenant à manifester leurs différences au grand jour. Les anciennes alliances entre les partis devinrent tendues, les gouvernements se révélèrent de plus en plus instables et l'Union elle-même semblait acculée à l'impasse, les deux Canadas s'opposant carrément l'un à l'autre.

Il devint de plus en plus évident que des changements fondamentaux devaient être apportés à la structure de l'Union canadienne. Certains préconisèrent la représentation proportionnelle, ce qui aurait permis au Canada-Ouest, dont la population était plus importante après 1850, de détenir le plus grand nombre de sièges au Parlement. Ce système, soutenait-on, rendrait justice à la population croissante du Canada-Ouest et mettrait fin aux frustrations découlant de l'existence de deux entités égales dans la législature de l'Union. D'autres, au contraire, soutenaient que ce système ne rendrait pas justice aux intérêts français du Canada-Est et s'opposèrent au principe même de la représentation proportionnelle.

Peu à peu, la solution qui paraissait s'imposer aux partis politiques et aux citoyens, dans les deux Canadas, fut celle d'une union fédérale. Les législatures locales du Canada-Est et du Canada-Ouest s'occupaient des questions et des intérêts particuliers à chaque région, tandis que les questions d'intérêt commun relèveraient d'une législature générale dans laquelle, en outre, le principe de la représentation selon la population pourrait s'appliquer en toute sécurité. La fédération apparut donc comme un moyen de mettre fin aux tiraillements engendrés par l'Union, tout en gardant unis les deux Canadas. À remarquer que pour les partis politiques et la plupart des habitants des deux Canadas, il apparaissait que si les Canadiens ne pouvaient plus continuer à vivre ensemble selon l'ancien système, ils ne pouvaient non plus vivre séparément. En effet, ils partageaient une histoire, des institutions

et un développement économique communs, et toute idée de séparation semblait donc inconcevable.

Parallèlement, l'idée d'une nouvelle association beaucoup plus vaste faisait son chemin dans toute l'Amérique du Nord britannique. Les autres colonies qui, comme le Canada, avaient obtenu le gouvernement responsable, semblaient favoriser une union fédérale générale ou Confédération. Pareille association permettrait aux provinces de l'Atlantique de se joindre à un Canada plus vaste, tout en gardant leur propre Parlement et leurs propres institutions provinciales; de plus, on entrevoyait que les territoires britanniques de l'immense région de l'Ouest au-delà de la Province du Canada permettraient un jour de former une vaste fédération qui s'étendrait de l'Atlantique au Pacifique.

1. Mémoire de Sir Edmund Head sur la fédération, 1858

Le gouverneur général Sir Edmund Head prépara un mémoire sur la fédération des provinces. En septembre 1858, un acte du conseil convoquant une conférence sur la fédération générale était acheminé au Colonial Office et aux provinces Maritimes. Plus tard, au cours du même mois, trois membres du gouvernement conservateur (Cartier, Galt et Ross) s'embarquèrent pour l'Angleterre en vue de discuter de cette proposition avec les autorités britanniques. Mais le Colonial Office refusa poliment le projet. Il devint clair cependant que le projet de fédération constituait la politique officielle du Cabinet canadien, et l'on prit acte des "difficultés très graves que présentait l'induite du gouvernement au Canada". Une étape importante vers la Confédération venait d'être franchie.

Au cours des années 1860, le mouvement vers la Confédération allait se concrétiser. Après plusieurs conférences entre les colonies, un projet définitif d'union fut proposé et mis en œuvre par le Parlement britannique dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867. À l'origine, il n'y avait que quatre provinces au sein de l'union fédérale: la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, le Québec et l'Ontario, ces deux dernières formant autrefois l'ancienne Province du Canada. On prit cependant des dispositions pour l'admission d'autres provinces, à l'est et à l'ouest, et au-delà du Canada — nous maintenant appliqué à l'ensemble de l'union fédérale. Vers 1870, le Manitoba se joignit au Canada; l'année suivante, l'entrée de la

Report of Resolutions adopted at A Conference of Delegates

from the
Provinces of Canada Nova Scotia and New Brunswick
and the Colonies of Newfoundland and Prince Edward Island held
at the City of Quebec tenth day of October one thousand eight hundred and sixty four
as the Basis of a proposed confederation of these Provinces and Colonies.

- One The best interests and present and future prosperity of British North America will be promoted by a
Federal Union under the crown of Great Britain provided such Union can be effected on precise
Two In the Federation of the British North American Provinces the system of Government best...
Three adopted under existing circumstances to protect the diversified interests of the several Provinces and...
Four secure efficiency harmony and permanency in the workings of the Union... would be a general...
Five Government charged with matters of common interest to the whole country and local Governments...
Six for each of the Provinces and for the Provinces of Nova Scotia New Brunswick and Prince...
Seven Edward Island charged with the conduct of local matters in their respective sections...
Eight being made for the admission into the Union on equitable terms of Newfoundland the North...
Nine West India, British Columbia and Vancouver
Ten In forming a Constitution for the general Government the Conference with a view to the perpetuation...
Eleven of our connection with the Mother Country and to the promotion of the best interests of the...
Twelve people of these Provinces desires to follow the model of the British Constitution so far as...
Thirteen circumstances will permit
Fourteen The Executive Authority or Government shall be vested in the Sovereign of the United Kingdom of...
Fifteen Great Britain and Ireland and be administered according to the well understood principles of...
Sixteen the British Constitution by the Sovereign personally or by the Representative of the Sovereign...
Seventeen duly authorised
Eighteen The Sovereign or Representative of the Sovereign shall be Commander in Chief of the Land...
Nineteen and Naval Militia Forces
Twenty There shall be a General Legislature or Parliament for the Federated Provinces composed of a...
Twenty One Legislative Council and a House of Commons
Twenty Two For the purpose of forming the Legislative Council the Federated Provinces shall be divided...
Twenty Three into three Divisions First Upper Canada Second Lower Canada Third Nova Scotia...
Twenty Four New Brunswick and Prince Edward Island each division with an equal representation in the...
Twenty Five Legislative Council
Twenty Six Upper Canada shall be represented in the Legislative Council by twenty five Members Lower Canada...
Twenty Seven by twenty five Members and the three Maritime Provinces by twenty five Members of which...
Twenty Eight Nova Scotia shall have ten New Brunswick ten Prince Edward Island five Members

Colombie-Britannique dans la Confédération prolongeait le Canada jusqu'au Pacifique. En 1873, l'Île-du-Prince-Édouard, qui s'était d'abord opposée au projet, se joignit à son tour à l'union. L'Alberta et la Saskatchewan n'allaient s'y joindre qu'en 1905, lorsque la colonisation de l'Ouest fut suffisamment avancée. Terre-Neuve n'entra dans la Confédération qu'en 1949. On peut cependant affirmer que 1867 constitue un tournant décisif dans la formation d'un nouvel État transcontinental en Amérique du Nord.

En un sens, l'année 1867 marque également la naissance de la province actuelle de l'Ontario. Par la suite, ses habitants considéreront leurs institutions parlementaires à la fois comme citoyens du Canada et de leur propre province: le gouvernement fédéral et le Parlement fédéral, créés en vertu de la loi de 1867, s'occuperont des questions d'intérêt général, et le gouvernement provincial et la Législature provinciale s'occuperont des questions d'intérêt particulier concernant la province, selon les pouvoirs attribués à chaque palier de gouvernement par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Depuis lors, notre héritage et nos institutions parlementaires ne cesseront de s'enrichir et de se développer dans la fidélité à une longue tradition. Nos institutions parlementaires remontent en effet aux lointains "Witans" de l'époque anglo-saxonne, en passant par l'époque médiévale qui vit naître le système parlementaire britannique; elles se façonnent ensuite dans les luttes héroïques de la Chambre des communes, au XVIII^e siècle, contre le pouvoir despotique, pour l'établissement du Parlement britannique, berceau du parlementarisme; elles s'installent alors au Haut-Canada, puis au Canada-Ouest, pour s'épanouir enfin en Ontario.

2. Résolutions du parti réformiste sur la fédération, 1859. "Globe", 11 novembre 1859

Un important congrès du parti réformiste (libéral) fut tenu à Toronto au St. Lawrence Hall. Il y fut surtout question de la fédération. Après de longues heures de discussion, une déclaration retentissante de George Brown balaya les hésitations et c'est presque à l'unanimité que les députés votèrent en faveur de l'union fédérale des deux Canadas, à laquelle d'autres colonies pourraient participer.

Cette union des conservateurs et des libéraux en faveur d'une union fondée sur le principe du fédéralisme marque une autre étape importante vers la Confédération.

3. Conférences de Charlottetown et de Québec, 1864

Vers 1864, les chefs des différents partis étaient convaincus qu'il n'existait qu'une seule solution pratique et immédiate aux "difficultés très graves" que présentait l'administration de la Province du Canada: l'union fédérale. Cette année-là, les provinces Maritimes devaient se réunir à Charlottetown pour y discuter d'une union entre elles; les Canadiens avaient toutefois été invités à envoyer une délégation qui présenterait le projet d'une union plus vaste. Pour mieux servir la cause de l'union fédérale, un gouvernement de coalition avait été constitué, auquel George Brown consentit à se joindre en même temps que son ennemi politique, John A. Macdonald. La délégation canadienne à Charlottetown comprenait divers membres du Cabinet de coalition: Brown, Campbell, Cartier, Galt, Macdonald, McDougall et McGee. Leur projet reléguait dans l'ombre la proposition originale pour laquelle la réunion avait été convoquée; les Maritimes se rallièrent à l'objectif présenté, moyennant certaines conditions. Peu après, on convint de se réunir à Québec, en octobre, pour donner suite à la conférence de Charlottetown.

La Conférence de Québec, l'une des plus importantes de l'histoire canadienne, fut inaugurée le 10 octobre. Sir Étienne-Pascal Taché fut nommé président et Hewitt Bernard, secrétaire. Macdonald présenta le projet d'une union fédérale. Après de longues discussions, sa résolution fut adoptée à l'unanimité. Cette première étape n'était qu'un début, et après de nombreuses journées de délibérations, les députés acceptèrent les Soixante-douze résolutions sur les diverses attributions du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial. Une résolution finale autorisait les députés à soumettre l'entente à leur gouvernement respectif, tandis que le président de la conférence devait la soumettre au gouverneur général, pour qu'il l'achemine au Colonial Office.

Tableau: Les députés à la Conférence de Québec. Les noms de chacun des députés apparaissent ci-contre.



BY THE QUEEN.

A PROCLAMATION

For Uniting the Provinces of Canada, Nova Scotia, and New Brunswick into One Dominion under the Name of CANADA.

VICTORIA R.

WHEREAS by an Act of Parliament passed on the Twenty-ninth Day of March One thousand eight hundred and sixty-seven, in the Thirtieth Year of Our Reign, intituled "An Act for the Union of Canada, Nova Scotia, and New Brunswick, and the Government thereof, and for Purposes connected therewith," after divers Recitals, it is enacted, that "it shall be lawful for the Queen, by and with the Advice of Her Majesty's most Honorable Privy Council, to declare by Proclamation that on and after a Day therein appointed, not being more than Six Months after the passing of this Act, the Provinces of Canada, Nova Scotia, and New Brunswick shall form and be One Dominion under the Name of Canada, and on and after that Day those Three Provinces shall form and be One Dominion under that Name accordingly;" And it is thereby further enacted, that "such Persons shall be first summoned to the Senate as the Queen, by Warrant under Her Majesty's Royal Sign Manual, thinks fit to approve, and their Names shall be inserted in the Queen's Proclamation of Union:" We therefore, by and with the Advice of Our Privy Council, have thought fit to issue this Our Royal Proclamation, and We do Ordain, Declare, and Command, that on and after the First Day of July One thousand eight hundred and sixty-seven the Provinces of Canada, Nova Scotia, and New Brunswick shall form and be One Dominion under the Name of Canada. And We do further Ordain and Declare, that the Persons whose Names are herein inserted and set forth are the Persons of whom We have, by Warrant under Our Royal Sign Manual, thought fit to approve as the Persons who shall be first summoned to the Senate of Canada.

FOR THE PROVINCE OF
ONTARIO.

JOHN HAMILTON,
RODERICK HATHESON,
JOHN ROSS,
SAMUEL HILLS,
BENJAMIN SEYMOUR,
WALTER HAMILTON DICKSON,
JAMES SHAW,
ADAM JOHNSTON FERGUSON BLAIR,
ALEXANDER CAMPBELL,
DAVID CHRISTIE,
JAMES COX ATKINS,
DAVID REESOR,
ELIJAH LEONARD,
WILLIAM MACMASTER,
ASA ALLWORTH BURNHAM,
JOHN SIMPSON,
JAMES SKEAD,
DAVID LEWIS MACPHERSON,
GEORGE CRAWFORD,
DONALD MACDONALD,
OLIVER BLAIR,
BILLA FLINT,
WALTER MCREA,
GEORGE WILLIAM ALLAN.

FOR THE PROVINCE OF
QUEBEC.

JAMES LESLIE,
ANA BELKNAP POSTER,
JOSEPH NOËL BONNÉ,
LOUIS A. OLIVIER,
JACQUE OLIVIER BUREAU,
CHARLES MALHOT,
LOUIS REVAUD,
LUC LETELLIER DE ST. JUNT,
ULRIC JOSEPH TESSIER,
JOHN HAMILTON,
CHARLES FORTNIER,
ANTOINE JUCHEREAU DUCHESNAY,
DAVID EDWARD PRICE,
ELIZABETH H. J. DUCHESNAY,
LEANDRE DUMOUCHEL,
LOUIS LACOSTE,
JOSEPH F. ARMAND,
CHARLES WILSON,
WILLIAM HENRY CHAPPEL,
JEAN BAPTISTE GUÉVREMENT,
JAMES FERRIER,
Sr. NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Knight,
THOMAS RYAN,
JOHN SEWELL SANDORN.

FOR THE PROVINCE OF
NOVA SCOTIA.

EDWARD KENNY,
JONATHAN WULLY,
THOMAS D. ARCHIBALD,
ROBERT B. DICKEY,
JOHN H. ANDERSON,
JOHN HOLMES,
JOHN W. RITCHIE,
BENJAMIN WIER,
JOHN LOCKE,
CALEB R. BILL,
JOHN DOUVINOT,
WILLIAM MILLER.

FOR THE PROVINCE OF
NEW BRUNSWICK.

AMOS EDWIN BOTSFORD,
EDWARD BARRON CHANDLER,
JOHN ROBERTSON,
ROBERT LEONARD HAZEN,
WILLIAM HUNTER ODELL,
DAVID WAKE,
WILLIAM HENRY STEEVES,
WILLIAM TODD,
JOHN FERGUSON,
ROBERT DUNCAN WILMOT,
ABNER REID MCLELAN,
PETER MITCHELL.

Given at Our Court at Windsor Castle, this Twenty-second Day of May, in the Year of our Lord One thousand eight hundred and sixty-seven, and in the Thirtieth Year of Our Reign.

God save the Queen.

4. Résolution sur la Confédération présentée au Parlement, 1865

Après l'entente générale conclue entre les provinces, lors de la Conférence de Québec, le projet fut présenté au Parlement canadien. Macdonald ouvrit la discussion en proposant qu'une adresse soit présentée à la reine pour demander au Parlement impérial d'adopter une loi "unissant les colonies du Canada, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve et de l'Île-du-Prince-Édouard . . ." Son discours d'inauguration, présenté le 5 février 1865, précipita les grands "débats sur la Confédération". Comme il l'avait toujours fait, Macdonald insista sur le fait que l'union devait être fondée sur un gouvernement central puissant, plutôt que sur des autorités provinciales puissantes. En 1866, les délégations du Canada, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse s'embarquèrent pour Londres en vue d'apporter les dernières modifications aux propositions de Québec. Les Soixante-neuf résolutions de Londres servirent de base à un projet de loi présenté au Parlement impérial en vue de mettre en oeuvre le projet de Confédération.

5. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867

Cette loi fondamentale, pierre d'assise de la constitution fédérale canadienne, connut certains ennuis au Parlement britannique. Le gouvernement impérial se débattait alors en pleine crise sur la réforme électorale et il fallut toute l'insistance de Lord Carnarvon, secrétaire aux Colonies, pour que le Parlement accepte d'étudier le projet de loi sur l'Amérique du Nord britannique. D'abord présenté à la Chambre des lords, le projet fut adopté le 26 février, puis envoyé aux Communes, où il fut l'objet de critiques sévères, mais isolées, la plupart des membres se déclarant sans réserve en faveur du projet de loi, qui fut adopté en troisième lecture le 8 mars.

6. Proclamation unissant le Canada, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick dans le Dominion du Canada, 1867

Le 22 mai 1867, une proclamation de la reine Victoria fixait au 1^{er} juillet 1867 la date d'entrée en vigueur de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et nommait des représentants de chacune des provinces pour siéger à la nouvelle Chambre haute fédérale, connue sous le nom de Sénat. John A. Macdonald, qui venait d'être fait

chevalier, fut invité à former le premier gouvernement du Dominion du Canada. Il devint premier ministre du premier Parlement du Dominion.

7. Carte du Dominion du Canada, des Territoires du Nord-Ouest et de la baie d'Hudson, 1868

8. Les Pères de la Confédération du Canada-Ouest (l'actuelle Ontario)

De gauche à droite, William McDougall, Oliver Mowat, Alexander Campbell, James Cockburn, George Brown, John A. Macdonald et William P. Howland.

Le gouvernement parlementaire en Ontario

Cette dernière section est consacrée à l'évolution du système parlementaire ontarien depuis la Confédération jusqu'à nos jours. Elle porte sur les pouvoirs et les emblèmes de la province, le développement de son système électoral et l'épanouissement de la démocratie fondée sur le suffrage universel, soit le droit de vote des adultes sans exclusion de sexe. Elle décrit les rouages modernes du gouvernement, les fonctions des divers ministères et des ministres et fonctionnaires qui s'occupent de l'administration publique de la province, sous la direction du Parlement.

Tout comme le Canada, l'Ontario a connu une évolution remarquable depuis la première réunion de la première Assemblée législative, convoquée après la Confédération dans l'ancien édifice du Parlement, rue Front, à Toronto, en 1867. Malgré bien des changements, nous avons conservé et continuons d'apprécier tout ce que les générations passées nous ont légué, principalement la liberté parlementaire.

1. Les membres de la première Assemblée législative de l'Ontario

Après la proclamation de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, qui créait la province d'Ontario et le nouveau Dominion fédéral canadien, il fallait former le premier gouvernement provincial de l'Ontario. Le 8 juillet 1867, le major général Henry William Stisted prête serment comme lieutenant-gouverneur provisoire et invite l'honorable John Sandfield Macdonald à former le gouvernement. Macdonald croit judicieux de constituer son cabinet sans tenir compte des allégeances politiques. Le premier cabinet, constitué d'une coalition de libéraux et de conservateurs — la "Patent combination" — comprenait l'honorable John Sandfield Macdonald, premier ministre et procureur général, l'honorable John Carling, commissaire à l'Agriculture et aux Travaux publics, l'honorable Stephen Richards, commissaire des Terres de la Couronne, l'honorable Matthew Crooks Cameron, secrétaire et registraire de la province et l'honorable Edmund Burke Wood, trésorier de la province.

Des élections eurent lieu vers la fin de l'été 1867. Le gouvernement de coalition fut réélu et la Législature tint sa première séance le 27 décembre.

2. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique et les pouvoirs de l'Ontario

L'Acte de l'Amérique du Nord britannique prévoit une certaine répartition des pouvoirs législatifs entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial. C'est ainsi que les provinces ont le droit exclusif de légiférer dans les domaines suivants: modification de la constitution de la province; impôts directs dans la province; emprunt de capitaux en engageant le crédit de la province; établissement de bureaux provinciaux, nomination et rémunération des dirigeants provinciaux; administration et vente des terres publiques de la province; établissement, entretien et gestion des hôpitaux, asiles et institutions de charité; institutions municipales; magasins, "saloons", tavernes, ventes par commissaire priseur et autres affaires; travaux locaux et constitution de compagnies de nature provinciale; célébration des mariages; propriété et droits civils; administration de la justice; imposition de punitions par amendes, pénalités ou emprisonnement pour infraction à toute loi de la province relative à toute question désignée dans cette section; et généralement tout sujet de nature locale ou privée dans la province. En outre, les provinces ont compétence exclusive en éducation. Par ailleurs, l'agriculture et l'immigration relèvent des deux paliers de gouvernement.

3. a) Armoiries de l'Ontario

Par décision royale du 26 mai 1868, le Dominion du Canada et les provinces furent dotées d'armoiries. Les armes de l'Ontario se blasonnent ainsi: "De sinople au rameau de trois feuilles d'érable d'or, au chef d'argent chargé d'une croix de gueules". Plus tard, des supports et une devise seront ajoutés par décision royale, le 27 février 1909.



Conférence internationale de Québec, réunissant les délégués des Législatures du Canada, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, en vue de jeter les bases d'une union des provinces de l'Amérique du Nord britannique, le 27 octobre, 1864.

CANADA

1. Hon. Sir Étienne Taché, M.L.C., receveur général et ministre des Milices
2. Hon. J.A. Macdonald, M.P.P., procureur général, Canada-Ouest
3. Hon. Georges-Étienne Cartier, M.P.P., procureur général, Canada-Est
4. Hon. George Brown, M.P.P., président du conseil exécutif
5. Hon. O. Mowat, M.P.P., ministre des Postes
6. Hon. A.T. Galt, M.P.P., ministre des Finances
7. Hon. J.C. Chapais, M.P.P., commissaire aux Travaux publics
8. Hon. H.L. Langevin, M.P.P., solliciteur général, Canada-Est
9. Hon. J. Cockburn, M.P.P., solliciteur général, Canada-Ouest



NOUVELLE-ÉCOSSE

10. Hon. C. Tupper, secrétaire de la province
11. Hon. W.A. Henry, procureur général
12. Hon. J. McCully, M.L.C., chef de l'opposition
13. Hon. R.B. Dickey, M.P.P.
14. Hon. A.G. Archibald, M.P.P.

NOUVEAU-BRUNSWICK

15. Hon. S.L. Tilley, secrétaire de la province et secrétaire des Finances
16. Hon. W.H. Steeves, M.L.C., membre du Conseil exécutif
17. Hon. J.M. Johnson, procureur général
18. Hon. E.B. Chandler, M.L.C.
19. Hon. Lieutenant-colonel J.H. Gray, M.P.P.
20. Hon. C. Fisher, M.P.P.

TERRE-NEUVE

21. Hon. F.B.T. Carter, speaker de l'Assemblée législative
22. Hon. J.A. Shea, chef de l'opposition

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

23. Hon. Colonel J.H. Gray, leader du gouvernement
24. Hon. E. Palmer, procureur général
25. Hon. W.H. Pope, secrétaire de la province
26. Hon. A.A. Macdonald, M.L.C.
27. Hon. G. Coles, M.P.P., chef de l'opposition
28. Hon. J.H. Haviland, M.P.P.
29. Hon. E. Whelan, M.P.P.
30. H. Bernard, secrétaire de la Conférence

b) Grand Sceau de la province d'Ontario

Immédiatement après la Confédération, un sceau fut remis à l'Ontario par le gouvernement britannique "pour sceller tous les documents qui exigent le Grand Sceau du Dominion . . ." Ce sceau fut utilisé jusqu'en 1869. Puis, le 29 décembre de cette année-là, un arrêté-en-conseil de l'Ontario autorisa l'utilisation du nouveau sceau "désigné par Sa Majesté pour cette province en remplacement du Sceau utilisé depuis le 1^{er} juillet 1867". Adopté le 1^{er} janvier 1870, ce Grand Sceau est encore utilisé aujourd'hui.

c) Drapeau de l'Ontario

Au cours de son histoire, l'Ontario a arboré différents drapeaux. C'est en 1965 que l'Assemblée législative vota une loi autorisant l'utilisation d'un drapeau provincial distinctif.

4. Loi sur les élections, 1869

Après l'établissement de la province actuelle d'Ontario, un certain nombre de lois importantes portant sur des questions provinciales furent votées par l'Assemblée législative. L'une d'elles, portant sur l'élection des membres de l'Assemblée, fut modifiée par la suite pour tenir compte de l'évolution du système parlementaire ontarien. Il peut être intéressant de signaler que la province a connu dix-sept gouvernements depuis la Confédération: huit gouvernements conservateurs ou progressistes-conservateurs, sept gouvernements libéraux, un gouvernement de coalition et un gouvernement constitué par les United Farmers of Ontario.

5. Loi sur l'abolition de la double représentation, 1872

Sous l'administration de l'honorable Edward Blake, cette loi, adoptée par l'Assemblée en 1872, interdit la double représentation. Elle interdisait à un membre de l'Assemblée législative provinciale de siéger en même temps à la Chambre des communes, pratique jusqu'alors très courante. Elle eut comme effet immédiat d'appauvrir la scène provinciale d'un grand nombre d'hommes politiques de valeur, notamment Edward Blake, Alexander Mackenzie et John Carling.

6. Loi sur le scrutin secret

Ce projet de loi innovateur introduisit le scrutin secret en Ontario. Jusqu'alors, les électeurs exprimaient publiquement leur préférence pour le candidat de leur choix, ce qui entraînait souvent des scènes disgracieuses, qui dégénéraient en manifestations de violence et même en émeutes. Une loi analogue, adoptée en Angleterre deux ans auparavant, servit de modèle à l'administration de l'honorable Oliver Mowat. Le scrutin secret fut également adopté pour les élections du Dominion en 1874.

7. Loi sur le suffrage universel, 1888

Depuis la première élection tenue en 1792, le droit d'élire un représentant à l'Assemblée législative provinciale était fondé sur la tradition britannique de la propriété ou de l'occupation d'un bien immeuble d'une certaine valeur, ce qui restreignait évidemment l'expression des suffrages d'une bonne partie de la population.

L'administration Mowat prit des mesures pour que le droit de vote fut accordé aux fils de fermiers résidant sur la ferme de leurs parents (1877) puis, en 1885, aux propriétaires, locataires ou occupants de biens immeubles d'une valeur de \$200 dans les villes et de \$100 dans les villages; aux personnes ayant des revenus ou un salaire annuel de \$250; aux personnes inscrites sur le rôle d'évaluation comme chef de famille, aux fils de propriétaires terriens résidant avec leurs parents et inscrits comme tels; aux Indiens affranchis ou aux personnes métissées répondant à d'autres qualifications, mais ne résidant pas chez les Indiens, tout en partageant les revenus de la tribu. Enfin, en 1888, avec l'adoption de la Loi sur le suffrage universel, les restrictions sur le revenu et les biens furent abolies et le droit de vote fut, à quelques exceptions près, étendu à tous les hommes de 21 ans ou plus.

For the Province of Ontario
 Vert a sprig of three leaves of maple
 slipped or, on a chief argent the
 cross of St. George



For the Province of Québec
 Or on a fess gules between two blue de lis
 in chief Azure and a sprig of three
 leaves of maple slipped vert in base a Lion
 passant guardant or.



For the Province of Nova Scotia
 Or on a fess wavy azure between three
 thistles proper a salmon volant argent



For the Province of New Brunswick or
 in waves a Lymphad, or ancient Galley, with
 oars in action proper on a chief gules a Lion
 passant guardant or, as the same are
 severally depicted in the margin hereof
 to be borne for the said respective Provinces on
 seals, shields, Banners, Flags or otherwise
 according to the Laws of Arms



CHAPTER 5.

An Act to provide for the preparation of Lists of Voters at Elections to the Assembly.

Assented to 12th April, 1917.

HIS MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:—

Short title.

1. This Act may be cited as *The Ontario Franchise Act, 1917*, and shall come into force on a day to be named by the Lieutenant-Governor by his proclamation.

Interpretation.

2. In this Act,

"Board."

(a) "Board" shall mean Voters' Registration Board;

"Prescribed."

(b) "Prescribed" shall mean prescribed by regulations made by the Lieutenant-Governor in Council under the authority of this Act.

Application of Act.

3. Part I of this Act shall apply to every town, village and township municipality in Ontario and except as modified by Part II shall apply to every city in Ontario, and Part II of this Act shall apply to every city and to every town, being a county or district town, having a population of nine thousand or over, according to the last census of the Dominion of Canada and for the purposes of this Act every such town shall be deemed a city.

PART I.

Who may be entered on list.

4.—(1) Subject to the provisions hereinafter contained every man and every woman of the full age of 21 years, a subject of His Majesty by birth or naturalization, and not disqualified under *The Ontario Election Act*, and not otherwise by law prohibited from voting and whose name is not entered on any list of voters which may be used at an election to the Assembly for the municipality in which he or she is otherwise qualified to vote, shall be entitled to be entered on the list of voters to be prepared under this Act for the polling subdivision in which he or she resides, if such person,

Manhood suffrage and women voters.

(a)

8. Loi sur le suffrage des femmes, 1917

Le mouvement pour l'égalité politique amorcé au Canada vers les années 1880 atteignit son apogée au cours de la Première Guerre mondiale. Cette évolution suivit de près des mouvements analogues en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta accordèrent le droit de vote aux femmes peu avant les élections provinciales de 1916. En 1917, la Colombie-Britannique et l'Ontario votèrent une loi analogue. En 1919, l'Ontario accorda aux femmes le droit de voter et d'occuper une charge publique. Ce n'est qu'en 1943 toutefois que des femmes furent élues à l'Assemblée législative d'Ontario. Cette année-là, Agnes Macphail et Rae Luckock, toutes deux membres du parti C.C.F., furent élues dans les circonscriptions de East York et Bracondale.

Signalons que pour les élections fédérales, le Dominion avait d'abord accepté les droits accordés dans les provinces; par la suite, il établit cependant ses propres lois. En 1920, il accordait le droit de vote à tout adulte de 21 ans.

Ministères du gouvernement de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario est fondé sur le système parlementaire britannique. Il se compose du représentant de la Reine (le lieutenant-gouverneur), du Conseil exécutif et de l'Assemblée législative (le Parlement provincial).

Après chaque élection générale, le lieutenant-gouverneur invite le chef du parti qui a fait élire le plus de députés à devenir premier ministre et à former le gouvernement.

Le premier ministre choisit ensuite les membres du Conseil exécutif — les ministres — qui formeront le Cabinet du gouvernement de l'Ontario. Tous les ministres sont des membres élus de l'Assemblée législative.

La plupart se voient confier la responsabilité d'un ministère et de divers aspects de la vie de la province: travail, énergie, santé, environnement, etc.

Les ministères sont les cellules nerveuses du gouvernement. Les ministres sont responsables devant l'Assemblée législative de leur ministère et des organismes provinciaux qui relèvent d'eux.

Les ministères sont regroupés par secteurs communs en quatre comités ministériels ou secteurs politiques: secteur politique des affaires sociales, secteur politique du développement des ressources, secteur politique de la justice et Comité de coordination du conseil des ministres.

Voici comment sont regroupés les divers ministères, ainsi qu'une brève description de chacun d'eux.

Affaires sociales: Éducation, Santé, Collèges et Universités, Services sociaux et communautaires, Affaires culturelles et Loisirs.

Justice: Procureur général, Services de réhabilitation, Consommation et Commerce, Solliciteur général.

Développement des ressources: Travail, Énergie, Logement, Agriculture et Alimentation, Transports et Communications, Environnement. Industrie et Tourisme, Richesses naturelles.

Comité de coordination du Conseil des ministres: Trésor, Conseil des politiques administratives, Services gouvernementaux, Revenu.

Éducation

Le but du ministère de l'Éducation est de rendre l'école accessible à tous les enfants sans exception, depuis la maternelle jusqu'à la 13^e année. À cette fin, le ministère de l'Éducation élabore des politiques et des programmes pour toutes les écoles ontariennes, accorde aux conseils scolaires des subventions couvrant plus de la moitié du coût total de l'enseignement élémentaire et secondaire et établit des critères pour la formation et la compétence des enseignants.

Santé

Le ministère de la Santé, le premier en importance en Ontario, a été créé en vue d'offrir à la population ontarienne un programme complet de services de santé à un coût raisonnable.

Les organismes suivants relèvent de ce ministère: Conseil ontarien de la santé, Conseil des disciplines sanitaires, the Addiction Research Foundation, Fondation pour la recherche sur les maladies mentales de l'Ontario, Fondation du traitement sur le cancer, Institut ontarien de recherche en cancérologie.

Collèges et Universités

Ce ministère comprend trois grands secteurs: Affaires universitaires, Affaires des collèges et formation de la main-d'oeuvre, Services communs.

Le secteur des Affaires universitaires administre des fonds d'appui aux quinze universités de la province, ainsi qu'à l'Institut polytechnique Ryerson et à l'École des Beaux-arts de l'Ontario.

Le secteur des Affaires des collèges et formation de la main-d'oeuvre fournit son aide aux vingt-deux collèges communautaires et s'occupe de la formation industrielle et des programmes d'apprentissage.

Le secteur des Services communs assure des services administratifs d'appui au ministère de l'Éducation et gère un certain nombre de programmes d'aide financière aux étudiants.

Services sociaux et communautaires

Ce ministère met sur pied et gère des programmes et des services visant à aider les citoyens à améliorer leur niveau de vie en Ontario.

Il s'occupe principalement de la sécurité du revenu des personnes dans le besoin, de l'aide aux personnes âgées, des programmes de développement pour les enfants retardés, de la protection de l'enfance et des garderies de jour, de la rééducation et du recyclage des personnes handicapées, ainsi que de certains programmes en institution.

Il collabore avec les organismes de service social et les municipalités, leur fournissant appui et aide financière.

Affaires culturelles et Loisirs

Ce ministère joue un rôle important dans la préservation des sites historiques et s'occupe des sports et de la bonne forme physique, des bibliothèques, des arts, des centres communautaires de renseignements, de la culture, du multiculturalisme et de la citoyenneté.

Il aide les institutions publiques telles que le Musée royal de l'Ontario, le Centre des sciences de l'Ontario, le Jardin botanique, le Musée des Beaux-Arts de l'Ontario, la Fondation du patrimoine ontarien, la Collection canadienne McMichael et l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario.

La société de loterie de l'Ontario, qui relève de ce ministère, gère une loterie provinciale dont les bénéfices sont versés en subventions à des initiatives d'ordre culturel et récréatif.

Procureur général

Le ministère du procureur général dirige l'administration de la justice dans la province.

Services de réhabilitation

Ce ministère s'occupe des adultes condamnés à des peines d'emprisonnement de moins de deux ans, des jeunes admis à un centre de formation de la Cour provinciale (Division de la famille), ainsi que des adultes et des jeunes en liberté conditionnelle.

À l'heure actuelle, ce ministère s'occupe de 24 000 adultes, dont 5 000 en institutions, et de 8 000 jeunes, dont 800 dans des centres de formation.

Certains programmes d'avant-garde faisant appel à la compréhension et à la participation du public ont été mis en oeuvre au cours des dernières années: programmes d'absence temporaire, recours aux ressources communautaires pour les adultes, foyers d'accueil pour les jeunes.

Consommation et Commerce

Ce ministère a été établi pour assurer le respect, par les particuliers et les entreprises, des normes d'éthique qui doivent présider à toute transaction commerciale.

Il s'occupe de la délivrance des permis, de l'enregistrement et de l'inspection des entreprises et de leur personnel.

Solliciteur général

Le ministère du Solliciteur général s'occupe des programmes connexes du respect des lois et de la sécurité publique.

Les organismes et programmes dont il est responsable comprennent la Commission de la police de l'Ontario, qui coordonne les services policiers de la province, la Sûreté provinciale, les Services de prévention des incendies, le Bureau du coroner en chef, le Centre de médecine légale et le Centre de pathologie légale.

Travail

Ce ministère a pour but de promouvoir le bien-être des employés et des employeurs par une meilleure utilisation du travail.

Il légifère dans des secteurs tels que les droits et responsabilités des travailleurs, les droits et obligations des employeurs et des syndicats, le respect des normes de travail et de sécurité et la protection contre toute discrimination.

Énergie

Le ministère de l'Énergie s'occupe de la mise en oeuvre de la politique énergétique de l'Ontario: approvisionnement suffisant en énergie, prix concurrentiels et respect de l'environnement.

Il est également responsable des politiques de deux organismes indépendants: la Commission ontarienne de l'énergie et la Société de l'énergie de l'Ontario.

Logement

Ce ministère veille à ce qu'il y ait suffisamment de logements à des prix abordables et construits selon des normes acceptables. Il gère une série de programmes visant, entre autres, à une meilleure utilisation des terrains aménagés, à l'amélioration des logements existants et à une plus grande accessibilité à la propriété immobilière.

Par des programmes d'habitations à loyer modique, il cherche à améliorer les conditions de logement des familles et des citoyens âgés à faibles revenus.

En outre, il approuve les nouvelles subdivisions et offre un certain nombre de services de planification et de logement aux municipalités.

Agriculture et Alimentation

Ce ministère est responsable du bien-être de la collectivité agricole et veille à ce que les agriculteurs produisent des aliments toujours plus abondants et de qualité.

Il fournit une aide technique et financière aux agriculteurs désireux de perfectionner leurs procédés, de mieux utiliser leurs terres ou d'améliorer leur bétail et leurs cultures.

Par certains programmes de promotion tout autant que par ses lois, le ministère joue un rôle important dans la commercialisation des produits agricoles ontariens au Canada et à l'étranger.

En outre, il met directement sur pied ou subventionne des programmes de recherche et de formation pour l'amélioration des produits et des techniques agricoles, dans les collèges de techniques agricoles, les laboratoires, les instituts de recherche et les universités.

Il offre aussi d'autres programmes destinés à assurer la stabilité des revenus agricoles et l'utilisation optimale des terres arables.

Transports et Communications

Ce ministère est responsable de la création d'un système de transport provincial équilibré et intégré: axes routiers, voies ferrées, services de transport par autobus, services aériens et installations aéroportuaires, traversiers, etc.

Il s'occupe également de tous les aspects de la sécurité routière, de la vérification des véhicules moteurs, des plaques d'immatriculation, de l'examen des conducteurs et des véhicules ainsi que de l'administration de la politique générale des télécommunications en Ontario: radio, télévision, téléphone, télégraphe et satellites de communications.

Environnement

C'est à ce ministère que le public doit la vaste gamme de services déjà existants mis sur pied en vue de réaliser quatre grands objectifs: contrôler les émissions d'agents contaminants, établir des normes de protection de l'environnement, réglementer l'eau et les détritux, mettre au point et faire respecter certaines normes en vue de restaurer et d'améliorer l'environnement naturel de l'Ontario.

Industrie et Tourisme

L'objectif de ce ministère est de contribuer à l'essor industriel, d'encourager la nouvelle technologie, de créer de nouveaux débouchés pour les fabricants et de promouvoir l'industrie du tourisme.

Richesses naturelles

Ce ministère, gardien de près de 90 pour cent des terres et des eaux ontariennes, planifie et contrôle l'utilisation, le développement et l'amélioration des richesses naturelles de l'Ontario. Il favorise également les activités de plein air en les rendant financièrement accessibles.

Il assure notamment un rôle de surveillance et de contrôle dans les domaines suivants: chasse et pêche, levés topographiques, mines, forêts et parcs, aménagement des terres de la Couronne, gestion des lignes de partage des eaux, gestion de la faune, incendies de forêts et inondations.

Trésor, Économie et Affaires intergouvernementales

Ce ministère est responsable des politiques fiscales, économiques, régionales et intergouvernementales du gouvernement de l'Ontario. Il travaille en étroite collaboration avec les municipalités ontariennes, le gouvernement fédéral et les autres provinces.

Conseil des politiques administratives

Ce conseil n'est pas un ministère. Il s'agit plutôt d'un comité ministériel, chargé d'examiner les politiques administratives et les budgets de tous les ministères en vue d'éviter le chevauchement inutile et coûteux des programmes gouvernementaux et d'assurer la meilleure utilisation des ressources humaines et matérielles.

Le président du conseil des politiques administratives est responsable de la Commission de la fonction publique, qui s'occupe du recrutement, de la classification, des salaires et des conditions de travail des employés du gouvernement de l'Ontario.

Services gouvernementaux

Ce ministère est un service d'appui à tous les ministères et organismes du gouvernement de l'Ontario. Il se divise en trois secteurs: locaux, approvisionnements et services, services de gestion et d'information.

Le secteur du logement s'occupe principalement de prévoir et d'aménager les terrains et bâtiments nécessaires aux diverses activités du gouvernement dans la province. Il voit également au maintien des installations pour la plupart des ministères et organismes, ainsi qu'aux réparations, à l'entretien et à l'amélioration des immeubles du gouvernement provincial.

Le secteur des approvisionnements et services s'occupe de l'achat des biens et services et fournit divers services essentiels à l'administration interne du gouvernement.

Quant au secteur des services de gestion et d'information, il joue le rôle d'une banque de conseils en gestion et en conception de systèmes d'information à l'usage des ministères et organismes du gouvernement de l'Ontario et leur offre également des services complets de programmation et de traitement informatique.

Revenu

Ce ministère applique la plupart des lois fiscales ontariennes ainsi que les deux principaux programmes de redistribution des revenus: le Régime de dégrèvements fiscaux de l'Ontario et le Régime de revenu annuel garanti, destiné aux résidents de 65 ans et plus. C'est le service d'évaluation de ce ministère qui procède à l'évaluation de tous les biens immeubles de l'Ontario pour l'établissement des taxes municipales. Le ministère du Revenu administre également vingt et une succursales de la Caisse d'épargne de la province de l'Ontario.

Commission de la fonction publique

La Commission de la fonction publique est responsable devant le Ministre (le président du Conseil des politiques administratives) de l'administration de la loi et des règlements de la fonction publique. Elle est dirigée par un président à temps plein et cinq membres à temps partiel, dont un représentant du milieu des affaires. Elle voit à faire respecter le principe du mérite pour combler les vacances, classifie les postes, fixe les salaires et comble les vacances en faisant appel aux personnes qualifiées, après avoir pris avis des ministres concernés.

Le président de la Commission de la fonction publique agit comme sous-ministre vis-à-vis du personnel de la Commission. Il conseille le président du Conseil des politiques administratives sur toutes les questions touchant le personnel, y compris l'administration de la loi sur les négociations collectives avec les employés de la Couronne et la négociation des ententes avec les organismes d'employés, en vertu de cette même loi.

Nom	Administration (début)	Administration (fin)
1. Hon. John Sandfield Macdonald	16 juillet 1867	19 décembre 1871
2. Hon. E. Blake	20 décembre 1871	25 octobre 1872
3. Hon. Sir Oliver Mowat	25 octobre 1872	9 juillet 1896
4. Hon. A. S. Hardy	25 juillet 1896	17 octobre 1899
5. Hon. G. W. Ross	21 octobre 1899	7 février 1905
6. Hon. Sir J. P. Whitney	8 février 1905	25 septembre 1914
7. Hon. Sir Wm. Howard Hearst	2 octobre 1914	14 novembre 1919
8. Hon. Ernest Charles Drury	14 novembre 1919	16 juillet 1923
9. Hon. G. H. Ferguson	16 juillet 1923	15 décembre 1930
10. Hon. G. S. Henry	15 décembre 1930	10 juillet 1934
11. Hon. M. F. Hepburn	10 juillet 1934	21 octobre 1942
12. Hon. G. D. Conant	21 octobre 1942	18 mai 1943
13. Hon. H. C. Nixon	18 mai 1943	17 août 1943
14. Hon. George A. Drew	17 août 1943	19 octobre 1948
15. Hon. T. L. Kennedy	19 octobre 1948	4 mai 1949
16. Hon. Leslie M. Frost	4 mai 1949	8 novembre 1961
17. Hon. John P. Robarts	8 novembre 1961	1 ^{er} mars 1971
18. Hon. William G. Davis	1 ^{er} mars 1971	

Premier lieutenant-gouverneur de l'Ontario: Honorable Henry William Stisted (1867-1868)
 Premier Speaker: Honorable John Stevenson
 Premier huissier d'armes: Frederick J. Glackmeyer
 Premier secrétaire: Charles Thomas Gillmor

mitting and prosecuting diverse works
laid for humbly petitioning to be expressed
urging to the said assumed Power by
raising to be a Commission



Grand Sceau
de la province de l'Ontario
1870

Great Seal of the Province of Ontario, a Court called
of Commissioners for Ecclesiastical
laying money for and to the use of the
revenue of the Province for other things
in manner then the same was granted
Parliament by raising and keeping a
within this Kingdom in time of
without consent of Parliament and Quar
diers contrary to Law by raising it
Sunder the Great Seal of the Province of Ontario